

L'Humanité *Rouge*

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS,
NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS,
UNISSEZ-VOUS ! »

2,50 F
Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 30 226-72 La Source

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

7^e ANNEE N° 254
JEUDI 20 FEV. 1975

LE TIERS MONDE A DE DAKAR A ALGER L'OFFENSIVE

C'est dans le cadre de l'offensive historique lancée par le tiers monde contre l'impérialisme, l'hégémonisme et le colonialisme qu'il convient de situer les conférences successivement réunies, ces dernières semaines, à Dakar et Alger.

De la première, réunissant les pays en voie de développement pour traiter des rapports économiques internationaux à établir au sujet des matières premières, est sortie la « Déclaration de Dakar » appuyée par un « programme d'action ». Ces documents, qui sont appelés à un retentissement considérable, visent au rétablissement des droits nationaux économiques des pays et des peuples jusque-là honteusement pillés, exploités et opprimés par les grandes puissances impérialistes. Il n'y a, en effet, de véritable indépendance nationale sur le plan politique qu'à la condition qu'elle soit fondée sur une réelle souveraineté nationale sur le plan économique. Aussi la Conférence de Dakar a-t-elle décidé d'organiser les luttes des pays du tiers monde en vue d'imposer un nouvel ordre économique international.

La conférence d'Alger a permis la réunion du « Groupe des 77 » pays non-alignés, comptant aujourd'hui en réalité 104 nations. Son ordre du jour comportait la mise au point de positions communes à faire prévaloir du 12 au 16 mars prochains, lors de la deuxième conférence de l'O.N.U. pour le développement industriel.

Dans un éditorial publié à son sujet, notre confrère algérien « El Moudjahid », a indiqué : « ... Nous assistons à la plus grande révolution vécue par l'humanité : l'appropriation des matières premières et des moyens techniques de leur revalorisation qui apportent l'indépendance politique, par des pays qui ont la plupart connu la colonisation... Il est inutile de revenir sur les moyens coercitifs mis en place par les pays industrialisés — hier colonisateurs, aujourd'hui grands consommateurs de matières premières — pour annihiler toute tentative d'indépendance économique... 30 % du produit national brut mondial reviennent à 70 % de la population du globe. Ce déséquilibre qui menace la paix dans le monde est le produit des politiques imposées pendant longtemps par les pays dits industrialisés... plus des deux-tiers des matières premières est consommé, traité, transformé par les pays nantis... l'Histoire a donc voulu que l'Occident rende des comptes aux pays qu'il dominait hier. » (*)

Ainsi se trouve confirmée la juste analyse de la situation internationale actuelle avancée par nos camarades communistes chinois et tous les marxistes-léninistes. Le tiers monde est bien aujourd'hui la force motrice de la révolution mondiale.

A nous, donc, de l'aider de toutes nos forces : 1) en luttant contre les deux superpuissances du premier monde, l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe ; 2) en incitant les pays du second monde, comme le nôtre, à s'allier avec le tiers monde, dans le respect absolu de ses droits nationaux politiques et économiques.

De Dakar à Alger, ce dernier est à l'offensive. Nous sommes aux côtés des peuples qui le constituent et représentent les deux-tiers de l'humanité, pour que se réalise concrètement la prévision d'une des phrases de « l'Internationale », pour que « le monde change de base » et s'achemine ainsi vers la révolution socialiste universelle.

J. J.

(*) « El Moudjahid » du 15 février - éditorial signé Halim Mokdad.



Femmes combattantes des Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Kampuchea (FAPLNK) rassemblées lors d'un meeting dans la zone libérée du Cambodge.

MEETING

ANTI-IMPÉRIALISME

contre les deux superpuissances

Organisé par le C.I.L.A. et le M.N.S.P.I.

Palais de la Mutualité (salle B)
MARDI 25 FEVRIER 75 A 20 H 30

Lecteurs de l'H.R., assistez nombreux à cette manifestation pour assurer sur plein succès !

NOTRE COMBAT

Se mettre à la tête des luttes immédiates économiques et politiques de la classe ouvrière, combattre les deux superpuissances pour défendre l'indépendance nationale, préparer la révolution prolétarienne : Ce sont là trois aspects indissociables d'un seul combat. Être marxiste-léniniste, c'est comprendre l'unité de ces luttes et surtout savoir la mettre en pratique. Par contre opposer ces aspects les uns aux autres c'est inévitablement tomber dans l'opportunisme. Oublier un seul de ces aspects, c'est en réalité abandonner tous les autres. Il s'agit de trois aspects de la lutte des classes, sous des formes différentes et à des niveaux différents. Pour les marxistes-léninistes, le problème est d'être capables de diriger la lutte des classes sous toutes ses formes et sur tous les terrains.

On ne peut prétendre mener la lutte sur l'un de ces terrains, et à plus forte raison la diriger, si on ne mène pas la lutte sur tous les autres terrains. Abandonner un aspect de la lutte des classes, c'est trahir la lutte des classes elle-même.

SE METTRE A LA TETE DES LUTTES IMMEDIATEES

Qu'est-ce que la lutte des masses pour leurs revendications immédiates si ce n'est la lutte des classes ? La forme première, immédiate, de la lutte des classes. Lutte contre l'exploitation économique et l'oppression politique du capitalisme.

Si les marxistes-léninistes ne cherchent pas à se mettre à la tête de cette lutte, la délaissent, ils seront incapables de diriger la lutte de la classe ouvrière sur les autres terrains et à plus forte raison de la diriger à son niveau le plus élevé, contre les superpuissances, pour la révolution.

Regardons-y de plus près.

1) Les masses ne se fient pas aux seules paroles. Elles jugent avant tout sur les actes, sur la pratique. Elles ont raison. Et en particulier, elles savent reconnaître ceux qui défendent leurs intérêts jour après jour. La confiance des masses se gagne dans l'action. Ce n'est que dans la mesure où les marxistes-léninistes sauront prendre l'initiative de l'action dans les luttes quotidiennes contre l'exploitation et l'oppression qu'ils gagneront la confiance des masses.

2) C'est sur cette base-là que la dénonciation du révisionnisme prendra toute son efficacité. Tout en se portant hardiment à la tête des luttes, les marxistes-léninistes doivent dénoncer tous ceux qui s'y opposent et principalement les révisionnistes. Cela sans aucune concession.

Il se peut que d'abord les travailleurs n'aient pas le même point de vue que nous sur les révisionnistes. Si nous conservons l'initiative dans la lutte immédiate et ne cessons de dénoncer la politique révisionniste, les masses finiront par démasquer le révisionnisme.

Ceci n'a rien à voir avec la conception opportuniste selon laquelle on ne pourrait dénoncer les révisionnistes qu'après avoir été « reconnus » dans les luttes immédiates.

Les marxistes-léninistes doivent toujours dénoncer la politique révisionniste, mais ils doivent aussi toujours chercher à être à la tête de la lutte des masses.

3) Délaissé les luttes immédiates, c'est en réalité laisser les masses sous l'influence révisionniste. Les révisionnistes ne défendent pas les intérêts immédiats de la classe ouvrière, ils s'y opposent. Ils cherchent à utiliser la classe ouvrière comme masse de manœuvre pour résoudre des contradictions au sein de la bourgeoisie, pour agir en faveur du social-impérialisme. Ne pas prendre l'initiative dans les luttes quotidiennes,

c'est laisser le révisionnisme dévoyer les aspirations des masses.

4) Dans la lutte contre les deux superpuissances les marxistes-léninistes doivent compter avant tout sur la mobilisation des masses. Seule la classe ouvrière est capable de défendre jusqu'au bout l'indépendance nationale.

Pour combattre les superpuissances, il faut un mouvement populaire fort. Cette force c'est justement dans les luttes et les victoires revendicatives qu'elle se forge. Tout ce qui s'oppose à la mobilisation des masses est à combattre. Il serait ridicule de parler de mobiliser les masses contre les superpuissances sans agir contre l'exploitation, les salaires de misère, les licenciements, la fascisation. Ce serait se ranger sur les positions de la bourgeoisie qui ne peut ni ne veut mobiliser les masses. Comment mobiliser ceux qu'on exploite ? La bourgeoisie ne veut pas d'un mouvement populaire puissant car il remettrait en cause l'exploitation. C'est la raison pour laquelle la tendance fondamentale de la bourgeoisie est la capitulation face aux superpuissances même si aujourd'hui elle s'y oppose.

Développer la lutte des masses contre l'exploitation et l'oppression, c'est préparer de bonnes conditions pour défendre l'indépendance nationale.

Le souci de la bourgeoisie est de défendre ses intérêts, de maintenir l'exploitation. Plus la crise ira en s'approfondissant, plus elle s'opposera au mouvement des masses y compris par la violence et le terrorisme. Elle veut une classe ouvrière démobilisée alors que la défense de l'indépendance nationale nécessite une classe ouvrière mobilisée et à l'offensive.

Voilà pourquoi on ne saurait admettre tout point de vue visant à faire des concessions à la bourgeoisie sous prétexte que celle-ci s'oppose aux deux superpuissances. On ne saurait non plus accepter tout point de vue consistant à dire que combattre la bourgeoisie, c'est l'affaiblir face aux superpuissances et par conséquent faciliter l'action de ces dernières.

De telles conceptions perdent de vue que la seule force capable de défendre réellement l'indépendance est la classe ouvrière — et non pas la bourgeoisie —. Quand se renforce le mouvement révolutionnaire des masses se renforce aussi la force décisive dans la lutte contre les superpuissances. Dans ses luttes contre l'exploitation et l'oppression capitalistes ce mouvement se renforce. Toute concession dans la lutte des classes ne peut qu'affaiblir la classe ouvrière et par conséquent est en opposition avec la défense de l'indépendance nationale. Voilà pourquoi il est indispensable de combattre sans trêve l'exploitation capitaliste si l'on veut vraiment s'opposer aux superpuissances.

5) En résumé, opposer la nécessité de se mettre à la tête des luttes immédiates contre l'exploitation et l'oppression capitalistes à la lutte contre les superpuissances, c'est rendre impossible toute lutte contre elles pour deux raisons essentielles : c'est laisser le champ libre aux révisionnistes, c'est s'opposer à la mobilisation des masses.

6) Ceci ne signifie nullement que pour prendre la tête de la lutte contre les superpuissances, il faille d'abord être en mesure de diriger les luttes immédiates des masses. Un tel point de vue reviendrait en fait à abandonner la lutte contre les superpuissances. C'est dès maintenant que les marxistes-léninistes doivent prendre la tête de cette lutte. Ceci signifie seulement que tout en prenant la tête de cette lutte, les marxistes-léninistes doivent aussi chercher à prendre la direction de

la lutte des masses pour leurs revendications. Tout en combattant pour les intérêts immédiats des masses, les marxistes-léninistes doivent aussi dénoncer et combattre les deux superpuissances. Si les marxistes-léninistes délaissent les luttes immédiates de la classe ouvrière, ils ne pourraient espérer développer et diriger l'action de la classe ouvrière contre les superpuissances.

De la même façon qu'on ne peut prétendre combattre les deux superpuissances si on ne se met pas à la tête des luttes immédiates, on ne peut mener de façon conséquente la lutte pour les intérêts immédiats des masses si on ne combat pas les superpuissances.

On ne peut en effet oser prétendre défendre les intérêts des masses si on ne combat pas les forces, qui interviendront contre les intérêts des masses, qui sont les plus puissants barrages pour le maintien de l'exploitation. Ce serait laisser l'ennemi le plus puissant se préparer à intervenir. Ce serait contraire aux intérêts immédiats et à long terme des masses.

REVOLUTION PROLETARIENNE ET INDEPENDANCE NATIONALE

De même qu'il serait faux d'opposer la lutte revendicative à la lutte pour l'indépendance nationale, il serait faux d'opposer la lutte contre les deux superpuissances à la révolution prolétarienne. L'une ne peut aller sans l'autre.

Voyons pourquoi.

Notre révolution n'a pas deux cibles mais une seule : la bourgeoisie et les deux superpuissances. Inévitablement l'affrontement final se fera avec cette coalition. En effet, ou bien une guerre civile révolutionnaire éclate en France contre la bourgeoisie et on verra les deux superpuissances intervenir aux côtés de la réaction pour s'opposer à l'établissement d'un pouvoir révolutionnaire en France. Dans ce cas, la lutte pour la révolution et la lutte pour l'indépendance s'identifieront. Dans un tel cas, l'intervention des deux superpuissances sera le plus

puissant obstacle au succès de la lutte révolutionnaire. C'est bien pourquoi il est décisif, dès aujourd'hui, de combattre les deux superpuissances, de les affaiblir, de les isoler, pour préparer les meilleures conditions possibles pour la victoire de la révolution.

A ce titre, les contradictions et l'opposition actuelle de la bourgeoisie française aux deux superpuissances est une bonne chose.

Ou bien encore une guerre éclate en Europe, provoquée par la rivalité des deux superpuissances et la France se trouve mise sous la tutelle de la superpuissance victorieuse. Dans une telle situation il est inévitable que la bourgeoisie en tant que classe capitule et collabore avec l'occupant.

En effet, pour combattre l'occupant et recouvrer l'indépendance, ce qui sera décisif ce sera la mobilisation populaire, l'armement des masses, la guerre populaire. Mais jamais la classe bourgeoise ne tolérera l'armement de la classe ouvrière. Ceci est contraire à son intérêt de classe. Comment pourrait-elle continuer à exploiter les masses si celles-ci sont armées ? Inévitablement, elle s'opposera à la mobilisation des masses et sollicitera l'appui de l'occupant pour défendre l'exploitation et son pouvoir. A l'issue d'une guerre de libération menée par le peuple en armes la bourgeoisie ne pourrait perpétuer sa dictature. Aussi s'opposera-t-elle à une telle guerre. Ce qui n'exclut pas que certains individus appartenant à la bourgeoisie n'aient pas la même attitude.

Dans cette situation, il est clair que la lutte contre les superpuissances et contre la bourgeoisie en tant que classe seront indissociables. On voit ici encore que la lutte contre les superpuissances entraîne la lutte contre la bourgeoisie et que leur défaite sera aussi la défaite de la bourgeoisie.

La guerre de libération nationale sera porteuse de la révolution prolétarienne.

Opposer la lutte pour l'indépendance nationale à la révolution prolétarienne, c'est rendre impossible le succès de la révolution. C'est être pour la révolution en paroles, contre elle en réalité.

André COLERE

IMPORTANTE NOUVEAUTE DU C.I.L.A.

«**DEMASQUONS LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE**»

Recueil de textes chinois, albanais, du tiers monde et de France.

180 pages : 12,50 F.

EDITIONS N.B.E.

UN INEDIT DE STALINE. QUESTIONS ET REPONSES.

44 pages : 6,20 F.

EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES DE PEKIN

Nouvelle «**CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**».

Texte - Rapport du P.C.C. par Tchang Tchouen-kiao - Rapport du gouvernement par Chou En-lai.

E 100 70, rue de Belleville,
75020 PARIS

LE CHOMAGE PLAIE DU CAPITALISME

Le chômage ne cesse de s'étendre sur le monde capitaliste, c'est un des aspects de la crise de l'impérialisme qui touche le plus les travailleurs.

Plus d'un million de chômeurs complets, des centaines de milliers de chômeurs partiels (500 000 paraît-il) cela signifie pour les masses travailleuses l'insécurité totale du lendemain. Leur préoccupation première

est donc de garder leur emploi, et ne rien perdre de leur salaire. Ceux qui sont touchés par les licenciements ont à faire face à plusieurs problèmes :

Retrouver un emploi, à la même qualification et un salaire au moins égal. Beaucoup sont ainsi amenés à changer de métier parce que dans leur branche (ou leur région) c'est « bouché ».

La mobilité de l'emploi

Le capitalisme, pour conserver ses profits, appelle ouvertement les travailleurs à être « mobiles », à ne pas hésiter à changer de région (cf. la revue patronale *Entreprise*), à

changer de métier en faisant un stage de formation professionnelle (la F.P.A. est un cheval de bataille des révisionnistes).

Le travail temporaire

Les boîtes d'intérim se sont considérablement développées ces dernières années, ce qui n'est pas sans liaison avec le développement de la crise. Le patronat pratique ainsi un véritable trafic d'esclaves : les travailleurs « embauchés » en intérim, sont déplacés d'une entreprise à l'autre selon le bon vouloir des patrons pour assurer un surplus momentané de production, par exemple pour une commande urgente ou pour un travail en retard ; c'est toujours pour éviter d'embaucher des travailleurs fixes. Etant donné que ces travailleurs sont déplacés comme des pions

et qu'ils n'ont aucun droit pour se défendre, ils peuvent donc être licenciés du jour au lendemain sans préavis, se retrouver sur la paille s'ils protestent ou si « il n'y a plus de travail ».

L'organisation de ces travailleurs est difficile, étant disséminés un peu partout, isolés. S'ils peuvent se syndiquer, c'est uniquement dans le syndicat intérim mais jamais dans l'entreprise où ils effectuent un travail. Il leur est donc difficile de lutter avec les ouvriers de l'entreprise, cela tend à créer une division, une discrimination.

Les contrats à durée limitée

C'est un autre aspect du marché capitaliste qui cherche à utiliser au maximum une main-d'œuvre corvéable à merci. Il vise les travailleurs immigrés, qui sont ainsi constamment sous la menace d'expulsion ; même s'ils ont en théorie le droit

de se syndiquer, ils sont les premiers visés par la répression. De fait, quand ils ont du travail (car ils sont parmi les plus touchés par le chômage) ils n'ont qu'un seul droit : se taire et travailler comme des bêtes de somme.

Les jeunes, le chômage partiel

Le 28 janvier, le Premier ministre Chirac jugeait « préoccupante » l'augmentation du chômage parmi les jeunes (50 % de moins de 25 ans, dont 60 % de jeunes filles) et le développement du chômage partiel. Il convient, dit Chirac, d'« examiner les mesures permettant de répondre aux problèmes posés par le chômage des jeunes » et de lutter contre le chômage partiel. En effet, dit-il, « une diminution des disponibilités financières des ménages est un problème extrêmement grave » !

Mais « l'humanisme » de ce grand bourgeois est une duperie. S'il feint de s'appitoyer sur le sort de ceux-ci, c'est parce qu'il sent que la colère gronde, parce qu'il voit que les travailleurs sont de plus en plus déterminés à refuser de faire les frais de la crise capitaliste. Qu'ils soient chômeurs partiels ou complets. Et s'ils comptaient sur l'accord sur le chômage du 14 octobre pour calmer les travailleurs, il s'est trompé lourdement. Cet accord qu'il a signé avec tous les dirigeants syndicaux et qui, selon les dires de Giscard et Chirac, serait « la législation la plus avancée du monde » (90 %

de salaire soi-disant pendant un an), a montré rapidement qu'il s'agit d'un marché de dupes (officiellement 50 % des travailleurs licenciés pour « motif économique » ne touchent pas leur salaire !), les bureaux de chômage sont débordés, les files d'attente s'allongent tous les jours, plus de 100 000 chômeurs (complets) au cours de chacun des deux derniers mois, et les travailleurs licenciés ont beaucoup plus de mal que par le passé pour retrouver du travail.

Mais le patronat n'est pas seul pour tromper les travailleurs, il dispose même d'une arme beaucoup plus efficace et plus pernicieuse pour tenter de faire avaler leur pilule empoisonnée : les dirigeants du faux Parti communiste, qui, par l'intermédiaire de Séguin-Krasucki... contrôle les syndicats C.G.T., et exerce encore une influence idéologique et politique prépondérante dans la classe ouvrière.

Ceyrac, le patron des patrons, a déclaré (le jeudi 13 février à Europe n° 1) « qu'il répétait avec joie que la France a besoin d'un syndicalisme fort et responsable » !

Combattre la ligne révisionniste

A l'heure actuelle, il y a encore beaucoup de gens honnêtes qui font confiance aux dirigeants révisionnistes du P.«C.»F. et de la C.G.T., parce que ceux-ci prétendent défendre les travailleurs, lutter contre le chômage, et qu'ils ont de grands moyens de propagande : la radio, la télévision, la presse font largement échos à leurs paroles et propositions empoisonnées. Toute cette armada réactionnaire de propagande mensongère, ce matraquage de « belles paroles », de promesses, qui touche des millions de personnes, entraîne inévitablement une répercussion, une influence néfaste sur les larges masses de travailleurs. Dans un système capitaliste, il apparaît clairement que c'est toujours l'idéologie bourgeoise qui est dominante, quelle que soit sa forme. Cela ne veut nullement dire que les travailleurs ne peuvent que s'y soumettre, loin de là. Leur conscience de classe, les conditions de vie et de travail difficiles font qu'ils s'y opposent, mais néanmoins ils sont influencés.

C'est à nous, marxistes-léninistes, en nous appuyant sur les éléments avancés, de répandre le contre-poison, de faire connaître la vérité par une agitation et une propagande systématique, en organisant les masses pour la lutte concernant leurs revendications économiques et politiques. Cela ne peut se faire qu'en s'attaquant prioritairement à la ligne et aux idées répandues par les mystificateurs révisionnistes ; tant par l'avant-garde marxiste-léniniste que dans les organisations de masse, principalement les syndicats où ils exercent une influence qui est encore dominante même si depuis quelque temps l'opposition à leur ligne réactionnaire se fait de plus en plus vive et de plus en plus large. La contradiction entre marxisme-léninisme et révisionnisme ne peut aller qu'en s'accroissant car les masses prennent de plus en plus conscience que la lutte classe contre classe est indispensable, que les accords signés entre les directions syndicales traitées et le patronat ne résolvent pas leurs problèmes.

Les révisionnistes dirigeant la C.G.T. prétendent s'attaquer aux causes même de la crise économique et de la montée du chômage, et non à leurs seuls effets, en demandant :

— l'accroissement de la demande intérieure. Donc, qu'il y ait plus d'offres d'emplois ;

— le retour aux 40 heures et l'avancement de l'âge de la retraite.

C'est là une supercherie de ces nouveaux bourgeois (tout en acceptant le principe même des licenciements !), car les 40 heures tout de suite, c'est une vieille revendication de la classe ouvrière, qui est nécessaire avec les conditions de vie et de travail actuels, et non pas le seul fait du chômage. Leur piètre plaiderie vise à cacher que depuis bien longtemps déjà ils avaient mis au rancard cette revendication immédiate des travailleurs ; depuis plusieurs années ils mendient, autour du tapis vert, une diminution du temps de travail de l'ordre d'une demi-heure ou une heure par an, l'avancement de l'âge de la retraite ; mais jamais ils ne soutiennent la juste revendication des 40 heures tout de suite (qui avaient été obtenue en 1936 par la lutte de classe et de masse). Jamais ils n'ont exigé que soit fixée immédiatement la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes ; ils ont négocié des pré-retraites de misère.

Leur ligne d'abandon total des légitimes revendications de la classe ouvrière est liée en vérité à leur défense du système capitaliste, à leur opposition farouche au mouvement de masse (mai-juin 1968, Lip, etc.) ; au fait qu'ils ne veulent nullement toucher à l'ordre bourgeois établi. La crise, le chômage, n'est pour eux qu'un prétexte pour tromper les masses en se présentant à elles comme des « purs et durs ».

Il nous faut donc les démasquer pour ce qu'ils sont, mettre à nu leur véritable nature parmi les larges masses qu'ils trompent encore. C'est-à-dire une nouvelle bourgeoisie, des défenseurs du capitalisme monopoliste d'Etat, mais qui à ceci de particulier et de fondamental qui les diffère de l'ancienne bourgeoisie (traditionnelle), qu'ils sont les agents d'une superpuissance (le social-impérialisme russe) qui est le danger principal pour les peuples de l'Europe, qu'il s'agit là de leur aspect principal.

Serge LAFORGE.

Dans notre prochain numéro, une suite à cet article : « Les marxistes-léninistes et l'organisation des chômeurs. »

Nouvelle agression révisionniste

En distribuant un tract à IDEAL STANDARD, Aulnay le 13 février, nos camarades ont été agressés violemment par quelques « personnalités » CGT, membre du P.«C.»F., à quatre contre un. Juste avant, le nommé Garcia avait foncé en voiture (une R 16 s'il vous plaît !) sur un diffuseur. Ensuite, ils ont fait le tour de l'usine à huit nervis, pour nous « recoincer », probablement. Nous avons continué à distribuer plus loin, expliquant pourquoi aux travailleurs qui auront certainement des questions à poser à ces messieurs. Surtout que rien de sérieux n'est fait contre les 700 licenciements, 200 travailleurs auraient déjà pris leur compte (information donnée par une circulaire du P.«C.»F.). A la question « c'est vous les propriétaires de l'usine ? » ils ont répondu « pas encore, mais ça va venir ». Un avant-goût du social-fascisme.

Correspondant H.R.

AFFICHEZ H. R.

VERNERT A BEAUMÉNIL (Vosges) :

Des bonzes C.G.T. social-fascistes à l'œuvre

La société Euratec, filiale de S.E.B (électroménager), a racheté les locaux des établissements Vernert à Beauménil (confectionnements). Euratec n'a embauché que 30 employées, soit la moitié du personnel. Les cadres et agents de maîtrise sont partis travailler à Remiremont. Les 17 ouvrières, non réembauchées par Euratec,

ont eu des propositions de travail temporaires dans diverses entreprises souvent éloignées : elles ont fort justement refusé ces propositions. En les acceptant, elles auraient été séparées, auraient travaillé quelques mois, puis auraient été licenciées sans que personne n'en parle. Le 7 janvier, elles ont occupé une partie de l'usine.

Les dirigeants départementaux ont favorisé les divisions entre les travailleurs

Les inscriptions « Adhérez à la C.G.T. » sont d'un cynisme révoltant : en effet les ouvrières qui étaient adhérentes à la C.G.T. avant le conflit ont toutes été réembauchées par Euratec. Par contre toutes celles qui n'étaient pas à la C.G.T. ont été licenciées ! Inutile de dire que maintenant elles sont toutes à la C.G.T. Voilà comment la C.G.T. recrute à Beauménil. C'est ainsi que la C.F.T. recrute.

qu'ils ont eux-mêmes soigneusement favorisé ces divisions : syndiquées ou non syndiquées par exemple.

Ils ont incité les ouvrières qui étaient réembauchées à se couper des autres en allant travailler sans que leurs camarades soient reprises. Ils ont tout fait pour isoler les dix-sept ouvrières qui restaient. Il n'y a pas de popularisation autonome parce que soi-disant « on n'est pas assez nombreux ». « On se sert des quotidiens à grande diffusion tels que *l'Est Républicain*, *la Liberté de l'Est*, *l'Humanité* !

Les dirigeants départementaux de la C.G.T. isolent les ouvrières

Lorsqu'on arrive dans le village et aux abords de l'usine, on est étonné de ne trouver aucune banderole ou panneau visible annonçant l'occupation de l'usine. Par contre, les affiches du P.«C.»F., invitant à un meeting politique sont nombreuses. A l'intérieur de l'usine il n'y a aucun panneau ou stand expliquant la lutte son histoire, son but. La porte est ouverte par un dirigeant départemental C.G.T.. La première fois que je suis allé à Beauménil, en me présentant comme H.R., le dirigeant qui m'a reçu m'a donné des renseignements. Il m'a expliqué que les ouvrières étaient actuellement en réunion, occupées à faire des banderoles et des panneaux pour un meeting syndical qui doit se tenir à Bruyères il m'a dit que ce n'était pas la peine que j'attende parce que la réunion durerait très longtemps, sans me préciser l'heure approximative de la fin de la réunion. *Manifestement il ne voulait pas que je discute avec les ouvrières elles-mêmes.* Il faut dire qu'entre-temps, un autre dirigeant départemental C.G.T., un révisionniste du P.«C.»F., conscient de la ligne politique bourgeoise qu'il développe, avait entendu notre conversation et était venu dire deux mots dans l'oreille du premier.

dois acheter un tablier !, qu'aujourd'hui c'est une vente publique et qu'on ne discute pas et surtout pas de politique ! L'argument selon lequel il ne faut pas faire de politique est ultra-réactionnaire : les pontes départementaux de la C.G.T. savent bien que discuter de la grève avec les ouvrières est très dangereux pour eux. Ils utilisent les mêmes arguments que Giscard et auparavant Ramadier. « Pas de grève politique » braillaient Giscard et Chirac lors de la grève des P.T.T. « Pas de grève politique », tel fut le suprême argument brandi par Ramadier, Guy Mollet et leurs acolytes « socialistes » en 47 et 48 contre les puissantes vagues revendicatives des travailleurs, des mineurs en particulier. « Ne parlez pas avec les ouvrières ; vous risquez de faire de la politique », disent aujourd'hui les révisionnistes du P.«C.»F. à Beauménil. Tous ces politiciens bourgeois ont bien trop peur qu'une grève prenne un contenu politique prolétarien qui porterait des coups directs et puissants à la bourgeoisie, à son système d'exploitation et d'oppression, au capitalisme. Eux ont bien sûr le droit de faire de la politique, de calomnier H.R. ! Les révisionnistes ont bien trop peur d'être démasqués et d'apparaître comme des traîtres à la classe ouvrière, au service des sociaux-impérialistes de Moscou. *Nul doute que s'ils ont tant peur c'est qu'ils sont déjà partiellement démasqués aux yeux des ouvrières.* La première fois le dirigeant départemental C.G.T. n'avait-il pas dit que les ouvrières et les syndicalistes (départementaux) n'analysaient pas la grève de la même façon ! Par la suite il a été sermoné sérieusement si bien que la deuxième fois il refusa de donner tout renseignement et redoubla d'efforts pour encadrer les treize ouvrières qui continuaient à lutter.

Les dirigeants départementaux parlent des divisions soigneusement entretenues par le patron. Nul doute

Où va l'argent des ventes sauvages ?

Les prix des articles vendus à Beauménil sont 10 % plus élevés que les prix pratiqués par le patron. Ces 10 % seuls sont utilisés pour payer les frais divers et les ouvrières. Le reste de l'argent est versé à la banque. « Si on ne versait pas cet argent à la banque ça pourrait se retourner contre nous surtout que nous ne sommes pas très nombreux » disent les révisionnistes aux ouvrières. *Il y a tout juste de l'argent pour payer les 17 ouvrières pendant trois semaines.* Les patrons doivent dormir tranquilles et être très contents ! Les dirigeants syndicaux départementaux s'arrangent pour vendre le stock gratuitement et ne font aucun prélèvement sur l'argent du patron. Ce sont les nombreux acheteurs trompés qui payent. Les dirigeants révisionnistes du P.«C.»F. apparais-

sent bien comme de zélés serviteurs de la bourgeoisie. Inutile de dire que dans ces conditions les journaux bourgeois (*Est Républicain*, *Liberté de l'Est*, *Humanité*) aident les pontes révisionnistes à faire leur sale besogne auprès des ouvrières.

Inutile de dire que le journaliste de R.T.L. est accueilli avec le sourire que le correspondant de l'Humanité Rouge (le seul journal prolétarien en France) qui cherche à discuter également aussi avec les ouvrières, soit expulsé par les dirigeants départementaux de la C.G.T.. Ces derniers par leurs méthodes fascistes veulent imposer leur point de vue réactionnaire. La haine de ces dirigeants à notre égard doit nous réjouir : cela montre que nos coups portent et que nous visons la juste cible.

Pourquoi les dirigeants C.G.T. encadrent-ils la classe ouvrière ?

Il est pratiquement impossible à qui que ce soit de parler de la grève avec les ouvrières à cause de la présence des dirigeants départementaux de la C.G.T.. Ceux-ci sont là en permanence. On s'imagine avec quelle facilité le P.«C.»F. a pu surveiller et fliquer les ouvrières. Ils font tout pour diviser la classe ouvrière. Ils veulent la convaincre qu'elle ne peut pas lutter. « Les ouvrières ne sont que des femmes de la campagne et peu nombreuses », disent les bonzes départementaux de la C.G.T.. « Il faut qu'on les aide ; nous on a de l'expérience », ajoutent-ils. Par leurs idées bourgeoises ils veulent faire perdre confiance aux ouvrières, ils veulent leur faire peur pour mieux les dominer (1). *Le P.«C.»F. cherche à encadrer la classe ouvrière pour la désarmer et la livrer pieds et poings liés à l'exploitation capitaliste maintenant et surtout quand il sera au pouvoir.* Le P.«C.»F. est un Parti social fasciste comme celui qui dirige actuellement l'U.R.S.S.. En venant au pouvoir il disposera de l'appareil de l'Etat fasciste et de l'appareil C.G.T. qu'il contrôle et qu'il cherche à contrôler toujours davantage. N'oublions pas que les révisionnistes sont les pires ennemis de la classe ouvrière parce qu'ils avancent masqués, parce qu'ils se disent communistes. Mais en faisant leur sale besogne ils se sont inéluctablement démasqués et finiront dans la poubelle de l'histoire.

Vive les ouvrières en lutte ! Pas un seul licenciement !

A bas les traîtres du P.«C.»F. infiltrés dans le mouvement ouvrier !

A bas le social-fascisme !

Luttons plus que jamais contre le révisionnisme, obstacle principal à la Révolution !

Correspondant H.R.

(1) Il n'est pas surprenant que dans ces conditions certaines ouvrières acceptent du travail ailleurs et que le nombre de femmes qui occupent l'usine a diminué de 17 à 13 en quelques jours.

Ce que demandent les dirigeants syndicaux départementaux c'est l'application stricte de l'accord du 14 octobre 74 tout en disant par ailleurs qu'il est inapplicable !

« Les pouvoirs publics doivent prendre leurs responsabilités », disent-ils. Ils veulent que les ouvrières puissent suivre des cours de recyclage pour pouvoir être réembauchées sur place par Euratec. Euratec n'exclue pas le réembauchage de celles qui restent » mais aucune garantie sérieuse n'a été donnée.

Ce que veulent en fait les permanents syndicaux c'est faire pourrir le mouvement, en zélés larbins de la bourgeoisie qu'ils sont. Leur pratique depuis le début le prouve.

Par la suite j'ai appris que les ouvrières qui avaient préparé banderoles et panneaux pour ce meeting de soutien « n'avaient pas pu y aller parce qu'elles devaient occuper l'usine » ! Seule la déléguée syndicale de l'entreprise, sans doute déjà trompée par les idées révisionnistes du P.«C.»F., y était allée. Nul doute qu'à cette réunion organisée par l'appareil C.G.T., et soutenue par les partis de « gauche » (P.«C.»F. et P.S.), on parla beaucoup de l'arrivée de la gauche au pouvoir et du programme commun dont l'application aurait soi-disant évité de tels licenciements (?) : Les ouvrières auraient pu voir alors comment les révisionnistes du P.«C.»F. récupèrent leur lutte. C'était trop dangereux pour les pontes départementaux de la C.G.T..

En effet, ces derniers entourent les ouvrières d'un véritable cordon de sécurité pour les empêcher de discuter avec les gens. La deuxième fois que je suis allé à Beauménil le dirigeant départemental qui a ouvert la porte (décidément !) m'a dit que pour l'Humanité Rouge, il n'y a aucun renseignement ! Il m'a fortement dissuadé de rentrer mais comme c'était un jour de vente sauvage (nous en reparlerons !) j'ai tout de même pu entrer « pour voir ».

Il y avait trois groupes de femmes dans la salle de vente. A peine avais-je commencé de discuter avec une des ouvrières qu'un dirigeant départemental C.G.T. était à côté d'elle pour répondre à sa place, pour dire qu'on avait rien à me dire ! Si je veux soutenir la lutte, ajouta-t-il, je

Le dimanche, il y a quatre dirigeants départementaux présents pour encadrer les treize ouvrières qui vendent. Dès que quelqu'un cherche à discuter avec une ouvrière (malgré l'absence de tout panneau explicatif — ce qui n'incite pas à la discussion) un dirigeant départemental vient regarder ce qui se passe et répond à la place de l'ouvrière. Aux yeux des révisionnistes les ouvrières sont bonnes pour fabriquer, vendre et pour confectionner des banderoles et des panneaux dont on leur donne le texte. Personne d'ailleurs ne peut voir les panneaux qu'elles ont faits pour le meeting de soutien de Bruyère. Il y a une seule inscription à l'entrée : « Le chauffage et l'électricité nous ont été coupés ». Partout on peut voir « Adhérez à la C.G.T. », par contre. Des personnes qui étaient venues voir ce qui se passait ont été interceptées par un dirigeant départemental qui a discuté avec elles sous tente, bien à l'abri pour que les ouvrières n'entendent rien et surtout ne parlent pas.

Réforme Sudreau

Nous n'avalerons pas la couleuvre

Le 17 juillet, Giscard mettait en place un « comité pour l'étude de la réforme de l'entreprise », animé par Sudreau, dans le cadre de sa politique de « changement sans risque ».

Le « rapport Sudreau » vient d'être rendu public. Tout au long de ses deux cents pages, il met en avant une série de réformes qu'il serait possible d'appliquer dans les prochaines années. Dans quel but ? Sudreau répond : « La France a accompli ces dernières années un immense effort d'industrialisation. Mais cet effort a été essentiellement quantitatif. Il n'a pas assez fait place aux préoccupations humaines. Nous voulons maintenant donner une dimension qualitative à l'entreprise. »

Bien sûr, il ne s'agit pas de remettre en cause le système capitaliste : « L'entreprise ne peut échapper à la logique générale du système économique et social. Sous peine de voir son existence menacée, elle se doit de répondre constamment aux impératifs du marché ».

Le but est de mettre au goût du jour la collaboration de classes, l'association Capital-Travail, la « nouvelle société » de Chaban, la « participation », le « dialogue » entre exploités et exploités : « S'il faut sûrement chercher à transcender les positions syndicales et patronales, il faut avoir le réalisme de considérer que rien ne peut être accompli sans un minimum d'adhésion et de confiance entre les intéressés... Il faut un « minimum de confiance entre des partenaires appelés à s'asseoir autour d'une même table de négociation. »

Renforcer les syndicats « responsables »

La partie centrale du rapport concerne la place et le rôle des organisations syndicales : « Un dialogue vivant ne peut s'établir qu'entre deux partenaires se situant sur un pied d'égalité. Dans l'entreprise, la condition d'un tel dialogue entre direction et salariés se réalise par l'intervention d'un ou plusieurs syndicats représentatifs, capables de se poser en interlocuteurs du chef d'entreprise et d'animer des institutions élues par le personnel. Les organisations syndicales synthétisent et expriment les aspirations collectives des travailleurs. Elles les insèrent dans une perspective d'ensemble. Elles contribuent à la formation des salariés. Elles offrent une voie de promotion pour leurs militants. Enfin, tout en jouant un rôle contestataire, elles constituent un facteur de régulation sociale en rassemblant les forces centrifuges qui, sinon, se manifesteraient en ordre dispersé. »

Voilà une description pertinente du syndicalisme de collaboration de classe tel que le souhaite la bourgeoisie monopoliste et qui correspond totalement à ce que les révisionnistes ont fait de la C.G.T.

Rien d'étonnant, donc, à ce que les propositions de réformes visent à renforcer le poids de ces syndicats « responsables » dans la marche de l'entreprise. Citons : « Reconnaître le syndicat comme partenaire ; laisser un champ plus vaste à la négociation collective ; développer l'effort de formation des cadres syndicaux ; augmenter éventuellement le nombre des représentants syndicaux dans les grandes entreprises et accroître les moyens concrets mis à leur disposition ; renforcer la compétence du comité d'entreprise en matière de formation et de con-

ditions de travail ; créer, au sein du Comité d'entreprise, une délégation économique ayant pour vocation d'approfondir la concertation sur les questions économiques ; ouvrir une voie nouvelle de participation : la co-surveillance, c'est-à-dire la représentation des salariés dans les conseils d'administration ou de surveillance, dans la proportion d'un tiers (1) ; etc... »

Sans évidemment rien toucher au pouvoir dictatorial du patronat, le rapport Sudreau vise à associer les bonzes syndicaux à la marche de l'entreprise, à généraliser ce qui se fait déjà : prendre part aux décisions de licenciements, de chômage partiel, à la fixation des cadences, etc... Comme le précise un membre du Comité Sudreau : « Un des secrets de l'efficacité de l'entreprise, c'est de motiver les salariés, de faire en sorte qu'ils se sentent bien dans leur peau. Les ouvriers sont alors prêts à se battre pour leur maison ». (Chavannes, P.D.G. de Leroy-Sommer).

C'est qu'aujourd'hui, face à l'approfondissement de la crise, face à la réduction du pouvoir d'achat, à la multiplication des licenciements, la classe ouvrière réagit de plus en plus violemment et massivement. Sa combativité ne fait que grandir pour refuser d'en faire les frais.

S'appuyer sur les révisionnistes

La bourgeoisie, pour maintenir sa domination, est donc amenée, dans le même temps où Poniatsowski renforce les mesures de fascisation, à s'appuyer sur ceux qui gardent encore une influence importante sur la classe ouvrière : les dirigeants révisionnistes du P.C.F. et de la C.G.T. en les associant plus étroitement aux décisions pour qu'ils soient mieux à même de contrôler les travailleurs, de leur faire accepter la crise et ses conséquences.

Les révisionnistes ont d'ailleurs participé aux travaux du Comité et, malgré leur dénonciation verbale de la collaboration de classes, ils n'hésitent pas à dire qu'il « accueilleront ce qui est bon à prendre » et qu'« on trouvera là plusieurs dizaines de mesures qui, si elles entraînent un jour dans les faits, amélioreraient sans conteste le sort des travailleurs ». (L'Humanité blanche du 13 février). Ils voient, en effet, d'un très bon œil la promesse du renforcement de leur rôle et de leurs moyens, pour encadrer la classe ouvrière aujourd'hui, l'exploiter et la réprimer s'ils parvenaient au gouvernement.

Les mesures qu'ils proposent pour remédier à la « crise de l'entreprise » (1) ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles de Sudreau : « Réaliser les conditions de l'intervention des travailleurs ; dans le secteur nationalisé, asseoir ces derniers et à la direction et à la gestion ; dans le secteur privé, donner aux travailleurs et à leurs organisations le moyen de connaître réellement toutes les politiques de l'entreprise. » (France Nouvelle, 3 février).

Le rapport Sudreau, s'il n'est qu'une nouvelle sauce pour tenter de faire avaler à la classe ouvrière la couleuvre de la collaboration de classes, pour l'amener à accepter de payer les frais de la crise du capitalisme, est aussi le moyen donné aux révisionnistes pour asseoir leur domination bourgeoise sur les masses, pour mieux les encadrer et les empê-

RÉFORME HABY

ECOLE DU CAPITALISME

Un grand battage est fait autour de la réforme de l'enseignement. On nous la présente comme un sommet de « libéralisme » et Giscard d'Estaing déclare que son objectif est de « développer l'égalité des chances, notamment pour les enfants des travailleurs manuels ». Dans ce langage rien de nouveau : La bourgeoisie a toujours proclamé que l'école était au « service de tous », que les enfants sont « égaux devant l'école » pour dissimuler le fait que l'école est un instrument entre ses mains, qui lui sert à reproduire son idéologie, à former ceux qui demain seront des exploités et ceux qui seront des exploités ou à leur service. Derrière le mythe d'une école se cachent en réalité deux écoles. L'école faite pour les enfants des masses travailleuses dont l'objectif est de fournir au capitalisme la main d'œuvre qu'il lui faut. L'école faite pour les enfants de la grande, moyenne et d'une partie de la petite-bourgeoisie, dont l'objectif est de former l'appareil d'encadrement de la société capitaliste.

C'est là une chose que la réforme Haby ne peut dissimuler, mais qu'au contraire elle met en pleine lumière. Regardons-y de près.

DES LA MATERNELLE...

La réforme Haby est conçue de telle façon que la différenciation s'opérera encore plus tôt qu'aujourd'hui. L'âge de la scolarité obligatoire se trouve abaissé de six à cinq ans. La masse des enfants passera de l'école maternelle à l'école primaire, à l'âge de six ans pour entrer en classe de cours préparatoire 1^{re} année. Mais déclare la réforme « une petite fraction devrait quitter l'école maternelle dès l'âge de cinq ans pour accéder à la 1^{re} année du cycle préparatoire ». Quelle sera cette « petite fraction » ? Ce seront les enfants proclamés « doués », « éveillés » c'est-à-dire les enfants vivant selon les termes de la bourgeoisie dans un milieu « cultivé », selon les critères de la culture bourgeoise. Ils seront déclarés « éveillés » selon les critères que la conception bourgeoise du monde a de l'intelligence. Ce seront les enfants de la grande, moyenne bourgeoisie et d'une partie de la petite bourgeoisie.

Les enfants de travailleurs dont les parents rentrent tard, fatigués par l'exploitation, n'ayant pas le temps de lire, etc... eux entrèrent au C.P.1 à l'âge de 6 ans. Voici déjà une avance d'un an donnée aux premiers.

Mais ce n'est pas tout. Certains éléments de cette « petite fraction » pourront passer directement au C.P.2. Voici deux ans d'avance...

Poursuivons. Les membres de cette « petite fraction » ne seront pas obligés de faire la première année des cycles suivants (C.E.1, C.M.1). Ce qui fait que certains membres de cette « petite fraction » pourront sortir de l'école élémentaire à partir de neuf ans. Répétons-le, il ne s'agira (sauf de très rares exceptions) que d'enfants de la bourgeoisie, ou bien de la moyenne et petite bourgeoisie. Pour les enfants de travailleurs dans leur

masse, le chemin sera le suivant : Entrée au C.P.1 à 6 ans. Puis C.P.2, C.E.1, C.E.2, C.M.1, C.M.2. Sortie de l'école primaire à 12 ans. La masse aura trois ans de « retard » sur la « petite fraction ».

Mais ce n'est pas fini. La différenciation de classes (sociales) opérée, elle va se poursuivre.

OU L'ON RETROUVE ROYER...

A la sortie de l'école primaire tous les enfants entrent au collège baptisé « école moyenne ». Celle-ci doit « permettre la poursuite d'études ultérieures différenciées » pour les uns en comportant par exemple un début d'initiation au latin. Pour les autres, elle devra les « préparer à la vie individuelle et sociale ». Ceci durant deux ans.

Durant les deux années suivantes les choses apparaissent clairement. On introduit deux options. Les enfants de la « petite fraction » et quelques autres auront droit à l'option langues (latin, grec, langue vivante...).

La masse des enfants de travailleurs aura droit quant à elle aux « bancs d'essai pré-professionnel, auxquels s'ajouteront des stages d'initiation en troisième année, de pré-apprentissage en dernière année, dans des lycées d'enseignement professionnel, des centres de formation d'apprentis, ou des entreprises... » Là on retrouve la loi Royer : avant l'âge de la scolarité obligatoire, les enfants d'ouvriers pourront entrer chez des patrons comme « apprentis ». c'est-à-dire en réalité, la plupart du temps comme manœuvres. Quant aux « bancs d'essai » il s'agira de former des ouvriers en liaison entre le collège et « les entreprises intéressées ».

Nous voici à 16 ans : une importante partie des enfants d'ouvriers est soit déjà chez un patron sous le couvert d'« apprentissage », ou y entre. Voici une masse de manœuvres et d'O.S. pour le capital. Pendant ce temps, la « petite fraction » sera au lycée et passera la deuxième partie du baccalauréat.

Pour les enfants de travailleurs qui ne quittent pas l'école à 16 ans, voici ce qui se passe. Ils pourront préparer un C.A.P. en deux ans (et non plus trois) qui les destine à un métier précis. Dorénavant la « formation générale » au cours de ces deux ans est quasiment absente (histoire, géographie, etc...). Il ne faudrait pas qu'ils connaissent autre chose que leur métier !

Ou bien, ils pourront préparer un C.E.P. en un an, les destinant à un poste d'ouvrier spécialisé. Les sections seront créées en fonction des besoins des capitalistes locaux.

De l'école maternelle à l'usine la boucle est bouclée.

Les enfants de travailleurs sont à la chaîne, sur les machines, la « petite fraction » est à la direction. La réforme Haby permet deux choses : aux enfants de la bourgeoisie de gagner quelques années de façon à jouer leur rôle plus tôt.

Aux enfants d'ouvriers de connaître l'exploitation plus tôt.

cher de lutter. Et c'est bien là son aspect le plus dangereux.

Raoul QUENTIN

(1) Ceci existe déjà dans des entreprises nationalisées. Ainsi à E.D.F. et G.D.F., 5 administrateurs sur 15 sont désignés par les fédérations syndicales. Ils n'ont évidemment aucun pouvoir, le C.A. n'étant qu'une chambre d'enregistrement, mais sous prétexte de « tirer des informations », ils cautionnent à 100 % le fonctionnement de ces monopoles capitalistes.

Deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial

par Philip Kota

Prix : 12,90 F

disponible à E-100

APPRENDRE AUPRÈS DES HÉROÏQUES COMMUNARDS

Plus d'un siècle est passé depuis l'héroïque tentative des ouvriers parisiens d'établir durablement un pouvoir dirigé par eux et pour le bien du peuple dans notre pays.

Instauré sur la base de la lutte de classe contre la bourgeoisie qui menait vers l'extérieur une politique chauvine, agressive puis de capitulation et de marchandage et vers l'intérieur une politique d'exploitation et de répression des luttes révolutionnaires du peuple, cette première « Dictature du Proletariat » éclaire toujours nos luttes en France, et celle de tous les prolétaires et peuples révolutionnaires du monde entier.

S'inspirer de l'esprit d'abnégation révolutionnaire des ouvriers parisiens, de cet esprit d'offensive et de sacrifices, ne signifie pourtant pas,

vouloir y chercher à tout prix des réponses toutes faites à des questions qui ne se posent plus avec les mêmes données qu'il y a un siècle. S'inspirer de la Commune de Paris, comme nous le montre l'exemple des camarades chinois et albanais, c'est savoir discerner d'un point de vue marxiste-léniniste ce qu'il y a de spécifique et due aux conditions concrètes de l'époque dans les événements de la guerre de 1870-71 et les enseignements universels qui doivent toujours nous guider. Cela à une époque aujourd'hui, où en France, pays du second monde, nous devons nous affronter à deux superpuissances, notamment à la plus dangereuse, le social-impérialisme russe et nous préparer en prévision d'une guerre en Europe provoquée par la rivalité entre elles.

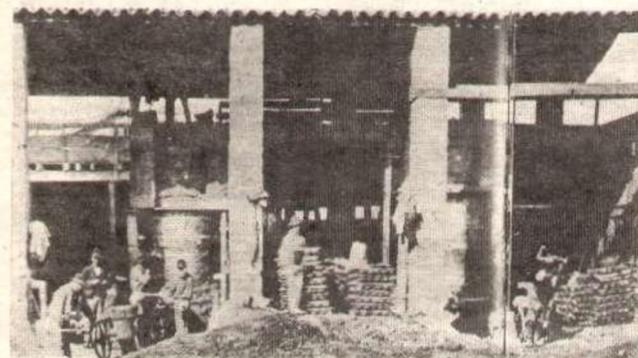
Un tournant dans l'Histoire des guerres en Europe

La chute du Second Empire bonapartiste marque un tournant dans l'histoire des révolutions, tant en France qu'en Europe. La guerre déclenchée entre la France sous la conduite de l'aventurier Bonaparte et l'Allemagne — non encore unie — puis la Prusse a un double caractère.

La bourgeoisie allemande n'avait pas encore réalisé l'unité nationale qui lui était nécessaire pour son propre développement. C'est Bismark, à la tête de la Prusse, qui devait utiliser cette aspiration de la nation allemande à l'unité dans le but de donner à la Prusse prétexte

s'opposant à l'unité nationale pour la piller; unité nationale qui était la question fondamentale de la révolution bourgeoise allemande.

Le prolétariat parisien avait bien compris le caractère anti-ouvrier de la nouvelle guerre déclenchée par l'Empire. La section de Paris de l'Internationale déclarait le 22 juillet 1870, trois jours après la déclaration de guerre par Napoléon III: « La guerre est-elle juste? Non! La guerre est-elle nationale? Non! Elle est dynastique. Nous adhérons complètement et énergiquement à la protestation de l'Internationale contre la guerre! »



La classe ouvrière subissait une très dure exploitation dans les fabriques.

à une guerre de rapine sous le couvert de « l'unité nationale ».

Car l'agresseur était bel et bien le despote français. Le Second Empire c'était l'appel au chauvinisme, la revendication des frontières du Premier Empire, perdues en 1814. Ce Second Empire, c'était la réponse de la réaction à la montée du prolétariat urbain à chaque révolution depuis 1789. C'était la tentative de la bourgeoisie la plus assoiffée du sang ouvrier de dissoudre la lutte de classe dans les guerres périodiques au dehors. La guerre de juillet 1870 déclenchée par l'Empire n'était dans l'esprit de ce dernier qu'une guerre de rapine dont le but inavoué était le démembrement de l'Allemagne en

Marx et Engels avaient analysé ainsi la nature de cette guerre lors de sa déclaration. Et tout en soutenant le caractère « défensif » de la guerre du côté de l'Allemagne; ils avaient mis en garde le Parti ouvrier allemand pour: 1) qu'il établisse une distinction sévère entre les intérêts nationaux allemands et les intérêts dynastiques prussiens; 2) qu'il s'opposât à toute annexion de l'Alsace et de la Lorraine; 3) qu'il exigeât la paix dès qu'à Paris un gouvernement républicain, non chauvin, aurait accédé au pouvoir; 4) qu'il fit ressortir constamment l'unité des ouvriers allemands et français. (1)

La section berlinoise de l'Internationale devait répondre à l'appel

de fraternisation des ouvriers parisiens:

« Nous nous joignons solennellement à votre protestation... ni la victoire, ni la défaite, ne nous détourneront du travail commun pour l'union des ouvriers de tous les pays ».

« Nous souhaitons, qu'il en soit ainsi! » devait souligner Karl Marx dans la première adresse du Conseil Général de l'Internationale sur la guerre franco-allemande.

La suite nous la connaissons. Le 29 août, les forces agressives du fanfaron Bonaparte après de petites défaites, s'écrasèrent à Sedan devant les armées de Bismark. Comme l'avait également analysé K. Marx, dans sa première adresse. La vitalité de l'Empire n'était qu'apparence.



Manifestation en faveur de la Commune à Hyde Park, à Londres, le 16 avril 1871.

La guerre amène la révolution

La réalité, c'est que la bourgeoisie enrichie comme jamais elle ne l'avait été avant ces dix-neuf années de bonapartisme, avait une peur bien plus grande du peuple ouvrier que des barons prussiens qui frappaient à sa porte.

Pour tenter de maintenir son pouvoir basé sur l'exploitation et l'oppression des ouvriers et des paysans la bourgeoisie dans la situation de l'époque — caractérisée par l'impérialisme naissant — n'avait plus d'autres solutions, que de mener une politique de capitulation et de marchandage à l'extérieur, alors que sur le plan intérieur, elle devait réprimer le plus durement possible l'aspiration révolutionnaire du peuple.

C'est bien là l'enseignement de la première révolution prolétarienne que connut le monde: LA GUERRE ENGENDRE LA REVOLUTION!

Le prolétariat parisien devait profiter de la division momentanée des forces politiques et militaires de la bourgeoisie, de la faiblesse de son appareil d'Etat désorganisé par l'invasion prussienne, pour faire en actes ce que la bourgeoisie prétendait en paroles: organiser la défense nationale.

Si cet engagement du prolétariat parisien pour l'esprit patriotique bourgeois de 1792 fut l'une des causes de l'échec de la Commune de Paris, comme devaient le souligner Engels puis Lénine (2), il fut le point de départ qui lui permit le 18 mars, de prendre le pouvoir.

Au premier choc, il s'écroula comme un château de cartes.

A partir de ce moment, le contenu de la guerre changea totalement. La mise en garde de l'Internationale à l'encontre de l'Allemagne n'avait pas été vaine. La Prusse allait utiliser l'aspiration juste de l'Allemagne à l'unité dans une guerre qui ne serait plus désormais défensive mais agressive contre le peuple de France.

Par ailleurs, l'Empire déchu, la bourgeoisie française jetée dans la plus grande division devait tenter de sauver les apparences face au prolétariat en colère par le prétendu « gouvernement de la défense nationale » du 4 septembre formé le jour où la République fut proclamée par les ouvriers de Paris.

Comme devait l'écrire Marx dans la « Guerre civile en France »: « Paris armé, c'était la révolution armée. Une victoire de Paris sur

l'agresseur prussien aurait été une victoire de l'ouvrier français sur le capitalisme français et les parasites d'Etat ».

Opposer la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire

Trois cent mille ouvriers armés par leurs propres mains, qui avaient souscrit pour payer leurs canons, leur poudre et leurs mortiers, qui allaient à l'offensive avec un esprit plein d'abnégation contre les agresseurs qui encerclaient Paris, c'était bien cela ce qui faisait tant peur à la bourgeoisie sous la conduite du sanguinaire Thiers.

Après la capitulation définitive devant Bismark de ce dernier le 28 janvier, la Garde Nationale restant la seule force armée debout devenait en fait le seul obstacle aux capitalistes et grands propriétaires fonciers pour faire payer aux peuples, prolétaires et surtout paysans le prix de la défaite. C'est-à-dire la rançon à payer à Bismark de plusieurs millions de francs. Paris en armes était le seul obstacle de la contre-révolution intérieure et extérieure.

« Il » fallait désarmer Paris! Thiers prétendit vainement que les canons et les fusils de la Garde étaient « propriété d'Etat ». Ne pouvant désarmer ainsi les travailleurs

parisiens, il en vint à la honteuse tentative nocturne du 18 mars 1871.

C'est Thiers qui ouvrit donc la guerre civile, en envoyant Vinay à la tête de sergents de ville et de quelques régiments de ligne à Montmartre pour tenter d'y voler l'artillerie de la Garde Nationale.

Le prolétariat parisien répondit à cette provocation violente réactionnaire par la violence révolutionnaire.

C'est sur la base de cette riposte armée des ouvriers et de tous les travailleurs parisiens sous la conduite du Comité central de la Garde Nationale que fut proclamée la « Commune de Paris », le 28 mars place de l'Hôtel de Ville.

Les raisons de l'échec quelques semaines plus tard de cette première victoire du prolétariat international sont connues. Elles viennent de la combinaison de facteurs tant objectifs que subjectifs défavorables, dont le plus fondamental parmi ces derniers fut l'absence d'un authentique Parti révolutionnaire prolétarien.

Etudier auprès des ouvriers parisiens

Cependant les leçons de la Commune de Paris sont nombreuses.

Précédant la révolution bolchévique sous la conduite du Parti de Lénine et de Staline, la Commune de Paris nous a appris que la question fondamentale de la révolution était celle du pouvoir. Et que cette question ne peut se résoudre que par la guerre, qu'elle soit civile, ré-

volutionnaire ou bien de libération nationale.

Elle nous a appris que suivant la célèbre formule de Clausewitz « la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens ». Et que les guerres réactionnaires engendrent inévitablement la Révolution.

C'est là l'un des enseignements fondamentaux de la guerre 1870-71 qu'il nous faut méditer avec attention. En se méfiant comme de la peste de tout rapprochement ou décalage abusif qui relèverait du dogmatisme et d'un point de vue figé, avec la situation nationale et internationale dans laquelle se situent les forces révolutionnaires prolétariennes de notre pays en 1975.

Comprendre aujourd'hui ce principe c'est bien voir que la menace de guerre aujourd'hui provient de la rivalité des deux superpuissances, que notre pays fait partie du second monde et que nous devons tout faire pour utiliser les contradictions entre ces deux mondes pour isoler le premier et rapprocher le second des pays et peuples du tiers monde qui constituent la force motrice et principale de la révolution mondiale prolétarienne. C'est voir également, que la menace de guerre engendre la lutte contre les superpuissances et notamment les révisionnistes soviétiques les plus agressifs pour con-



La prise des canons: symbole du prolétariat en armes.

juré la guerre. Et que devant cette menace les révolutionnaires prolétaires ont pour tâche de s'y préparer, de préparer notre prolétariat en s'inspirant de l'esprit des héroïques communards de 1871.

S'y préparer dans cet esprit d'oser aller à l'offensive et prendre les armes, dans cet esprit plein d'abnégation révolutionnaire, c'est combattre pour renforcer la défense nationale, et renforcer le Parti révolutionnaire prolétarien, indispensable pour faire face aux menées agressives et

expansionnistes des superpuissances en Europe.

Lucien NOUVEAU

(1) Première adresse de l'Internationale rédigée par K. Marx le 23 juillet 1870.

(2) Lénine dans le recueil d'articles « Sur la Guerre et la Paix », Ed. de Pékin.

(3) F. Engels, « La situation militaire en France » dans le recueil « La guerre de Partisans » qui vient de paraître en 10-18.

A l'occasion
du 104^e anniversaire
de la Commune de Paris

★ ★
Meeting international
Ouvrier et Paysan

Le 16 mars de 14 heures à 18 heures
à la Mutualité

14 heures: Tribune ouvrière et paysanne
contre les licenciements

et
la baisse des revenus

16 heures: La perspective de la guerre en Europe

et
l'action des marxistes-léninistes européens

★ ★
LE MATIN A 10 HEURES

Manifestation
de la République
au Mur des Fédérés

Pour les revendications ouvrières et paysannes
Pour l'indépendance nationale et la lutte contre les deux
superpuissances.



Le soir du 18 mars, Paris tout entier est libéré; sur l'Hôtel de Ville flotte victorieusement le premier drapeau rouge du prolétariat...

Extrait d'une bande dessinée « H.R. » sur la Commune de Paris à paraître prochainement.

NOTRE LIGNE PAR RAPPORT A L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

A propos des mensonges de Front Rouge

La ligne internationale du « P.C.R. », pseudo parti « marxiste-léniniste » conduit à défendre, dans la pratique, la même position que les dirigeants du Parti « communiste » français et que les chefs de file mondiaux du révisionnisme moderne, les dirigeants et gouvernants sociaux-impérialistes soviétiques.

Cette ligne est aisément décelable dans le « programme » de mars 1974 de P.C.R. (m.l.), ainsi que dans nombre d'articles parus dans son hebdomadaire « Front rouge ». Au surplus elle devient encore plus évidente quand on s'efforce d'en juger en examinant la pratique concrète de ce groupe, dont aucune manifestation ne prend pour cible centrale le social-impérialisme soviétique, ni même le parti révisionniste français.

Comment donc s'y prennent les dirigeants de cette formation de diversion pour faire avaler leur camelote révisionniste aux honnêtes et sincères militants qu'ils abusent ? Ils commencent par feindre leur accord avec l'analyse fondamentale de la situation internationale avancée par les partis authentiquement marxistes-léninistes du monde entier, l'analyse des trois mondes.

Puis, après avoir exposé cette dernière, ils se gardent bien d'en dégager les conséquences dialectiques et militantes qui en découlent pour la France. Ils isolent les luttes du prolétariat de France de leur contexte mondial et dans la pratique réduisent à l'impérialisme français la seule cible de leurs coups.

Prenons un exemple dans un article relatif au « rassemblement international » qu'ils ont convoqué à Paris, à la Mutualité le 3 novembre dernier. Contraints par nos interventions et par leur propre base d'attaquer le révisionnisme moderne, ils s'en sont sortis en déviant leurs coups sur l'impérialisme français. « Front rouge » n° 131 du 7 novembre a tenté de tromper ses lecteurs en titrant à ce sujet : « Extraits de l'intervention contre l'impérialisme et le social-impérialisme - A bas les deux superpuissances ! A bas l'impérialisme français ! »

Après quelques vérités proclamées au sujet des deux superpuissances, ils ont opéré leur manœuvre en commençant par déclarer : « ... S'il n'est pas possible de définir pour notre révolution une ligne stratégique qui ne tienne pas compte de l'insertion de la France dans le monde, avec ses contradictions, avec les rapports de force existants... » Ce préambule sert à camoufler le contenu fort précis de ce qui suit : « ... Il n'est guère possible non plus, sous prétexte de lutte contre les superpuissances, de mettre au second plan la lutte contre l'impérialisme français qui est la cible de notre révolution, l'ennemi que nous devons abattre pour instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans... »

Ce passage constitue la charnière de leur mystification et du changement effectif de cible. Ils enchaînent alors par une malhonnêteté plus qu'évidente pour tous ceux qui connaissent et l'histoire des luttes de lignes dans le mouvement marxiste-léniniste en France, et nos justes positions vis-à-vis de l'impérialisme français. Alors que ce sont nos dirigeants qui démasquent l'ex-C.M.L.F. de Grippa-Beaulieu, « Front rouge » tente d'amalgamer notre ligne actuelle à la ligne provocatrice de ce groupe de diversion. « F.R. » déclare : « ... Certains dans le passé proposaient de s'allier avec la bourgeoisie française contre l'impérialisme U.S., d'autres aujourd'hui proposent au prolétariat d'atténuer sa lutte contre l'impérialisme français sous prétexte d'opposition au social-impérialisme. »

C'est là évidemment une caricature grossière de nos positions, qui joue hypocritement sur la différence que nous faisons entre cible principale et cible secondaire. Cette falsification vise à leur permettre d'abandonner la cible principale des deux superpuissances, plus particulièrement le social-impérialisme soviétique, pour lui substituer celle de l'impérialisme français, ainsi qu'à l'occasion celle de l'impérialisme américain.

Rétablissons donc la stricte vérité sur notre ligne.

Nous sommes pleinement d'accord avec la ligne internationale des camarades chinois et albanais qui prennent pour cible principale les deux superpuissances, et dénoncent avec insistance et pertinence le social-impérialisme soviétique qui tente de camoufler ses méfaits et crimes derrière le prestige et la juste ligne passés de l'U.R.S.S. alors socialiste. En ce sens, nous rappelons les exemples historiques d'alliances effectives ou tactiques passées par les communistes avec des pays ou forces capitalistes. Mais nous n'avons jamais déclaré ni agi dans la pratique comme si nous avions passé, nous, en France, à l'heure actuelle, quelque alliance avec la bourgeoisie capitaliste.

De ce fait, les attaques de « Front rouge », à travers nous, visent avant tout la ligne internationale des partis frères chinois et albanais. Voilà la réalité, voilà la vérité qui permet de les démasquer. D'ailleurs en quelques circonstances, les militants de Front-Rouge ont déjà commencé à lancer des attaques ouvertes contre la politique internationale des camarades chinois.

Pour ce qui nous concerne, nous n'avons jamais appelé à « atténuer la lutte contre l'impérialisme français ». Qu'il s'agisse de la lutte contre le colonialisme qui subsiste, et donc du soutien réel aux justes combats des peuples des prétendus D.O.M.-T.O.M., qu'il s'agisse de la dénonciation active des menées et agressions militaires françaises comme celles longtemps poursuivies au Tchad, qu'il s'agisse des pressions politiques et économiques et des pratiques néocolonialistes courantes en Afrique ou à Madagascar, nous n'avons jamais eu à leur sujet la moindre hésitation, comme peuvent en attester nos nombreuses déclarations et la participation de nos militants à différentes manifestations de rue ou meetings organisés à notre initiative ou en commun avec d'autres formations. Le Centre d'Information sur les Luttes anti-impérialistes, le C.I.L.A., créé à l'initiative de l'Humanité-Rouge, dispose d'un bilan appréciable en ce domaine, de même que notre journal.

Il faut donc expliquer avec patience et persévérance aux militants

trompés par les assertions des dirigeants révisionnistes du pseudo P.C.R. (m.-l.) organisation créée uniquement pour entraver le développement du P.C.M.L.F., comme le fut en d'autres temps le C.M.L.F., contre-feu révisionniste ayant pour but de gêner le développement du M.C.F. (m.-l.), il faut exposer la différence entre la ligne internationale de leurs dirigeants et la nôtre.

Notre cible centrale est et demeure la double hégémonie américano-soviétique et nous concentrons nos coups principaux contre elle, notamment contre le social-impérialisme soviétique que nous tenons pour le danger principal en Europe ce dont classe ouvrière et peuple de notre pays ont le moins conscience. Secondairement nous frappons aussi l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme français, quand il développe ses activités criminelles et néfastes à l'égard des pays et peuples du tiers monde. Ce n'est pas contradictoire avec notre appréciation comme positive de tous les actes par lesquels il peut apporter un soutien involontaire, objectif ou concret au tiers monde, ou porter des coups à la double hégémonie des deux superpuissances. Il importe ici de faire preuve d'esprit tactique conforme au matérialisme dialectique.

Par contre, le P.C.R. (m.-l.) lance ses coups principaux contre l'impérialisme français, mais ne consacre aucun effort ni principal ni secondaire contre le social-impérialisme soviétique, hormis quelques déclarations de principe tout à fait formelles et sans conséquence pratique et auxquelles il ne peut se soustraire pour pouvoir abuser ses militants sincèrement anti-révisionnistes. Sa ligne, dans la pratique, rejoint très exactement celle développée par les dirigeants du Parti « communiste » français, agents zélés du social-impérialisme soviétique.

C'est dans les actes, et non dans les proclamations, qu'il importe de rechercher la vérité. Par exemple, nous avons des divergences avec le groupe se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maoïstetoung qui s'intitule « Union des Communistes de France » (marxistes-léninistes). C'est un fait et cela porte essentiellement sur la légitimité historique du P.C.M.L.F. C'est donc sérieux. Mais nous constatons que ce groupe a une pratique concrète contre le révisionnisme moderne. Il a essayé de faire quelque chose, par ses propres forces, à l'occasion de la dernière venue de Brejnev à Paris. Il ne s'est pas contenté d'une protestation journalistique sans nulle efficacité. Et même si le résultat obtenu resta modeste, nous devons en tenir compte pour porter un jugement politique et idéologique sur ce groupe.

Mais dans les mêmes circonstances, qu'a donc fait le P.C.R. (m.-l.) ? Certes, le jour même où il lançait contre nous dans les colonnes de son organe central l'accusation de « flics » (à l'instar des dirigeants révisionnistes d'ailleurs), il nous proposait par lettre « l'unité pour préparer une manifestation contre Brejnev » !!! Et comme nous ne lui avons même pas répondu, et pour cause, qu'a-t-il organisé ? Rien, absolument rien, ce qui prouve que sa proposition de nous rencontrer n'avait d'autre but que de savoir ce que nous préparions et d'organiser le sabotage de nos initiatives.

L'identité des cibles principales visées par le P.C.F. et le P.C.R. (m.-l.), nous conduit encore à préciser davantage notre analyse de l'impérialisme français.

S'agit-il d'un impérialisme ascendant ? ou décadent ?

Battu à plate couture par les peuples révolutionnaires d'Indochine, puis d'Algérie, subissant des revers successifs continus dans toutes les régions du monde qu'il dominait antérieurement, incapable de perpétuer avec succès ses manœuvres néocolonialistes en maints endroits notamment en Afrique noire comme à Madagascar, l'impérialisme français, lui-même victime des entreprises de contrôle des deux superpuissances, se trouve dans une situation de crise profonde.

Souhaitons-nous qu'il s'effondre définitivement ? Oui, naturellement.

Mais allons-nous, dans un tel désir, accepter son remplacement par l'une des deux superpuissances, et singulièrement par le social-impérialisme soviétique pressé de se substituer à lui ? Non, naturellement.

Et nous sommes ici au cœur tactique de la situation présente en France. Il faut faire la révolution prolétarienne, abattre l'impérialisme français, mais empêcher qu'un impérialisme rival ne profite de son effondrement. Or, jusqu'ici les révisionnistes modernes conservent une influence idéologique et politique sur les masses, qui les trompent encore et risquent de lui permettre d'aliéner à son profit, donc au profit du social-impérialisme soviétique, leur mouvement révolutionnaire le plus légitime.

De ce point de vue, l'attitude des militants de Front-Rouge est-elle réaliste, ou au contraire idéaliste quand ils n'envisagent pas, trompés par leurs dirigeants, toutes les éventualités du processus de la révolution prolétarienne en France, et quand notamment ils ne conçoivent cette dernière qu'en l'isolant délibérément du contexte de l'Europe occidentale, du contexte de l'Europe dans son ensemble, du contexte international.

Oui, nous proclamons notre volonté de faire triompher la révolution prolétarienne, certes, mais nous ne croyons pas à la méthode Coué. Et si cette volonté correspond à notre objectif stratégique, il convient d'en examiner avec sérieux et non de manière infantile le processus tactique.

Voilà pourquoi nous ne séparons pas artificiellement la révolution prolétarienne de la lutte historique indispensable contre les deux superpuissances, contre l'hégémonisme, contre le danger principal que constitue en Europe et donc pour la France elle-même le social-impérialisme soviétique, appuyé dans notre pays par la cinquième colonne que regroupent les dirigeants du faux Parti communiste français.

(Suite page 9.)

UNITÉ - CRITIQUE - UNITÉ

RENCONTRE P.L.R.-H.R.

Dans la première semaine de janvier 1975, une délégation des communistes marxistes-léninistes de France a eu un entretien avec des représentants du groupe « Prolétaire - Ligne Rouge ».

Les dirigeants de cette formation avaient sollicité cette rencontre en répondant à un appel à l'unification des marxistes-léninistes lancé par le camarade Jurquet dans un meeting parisien à la veille du 1^{er} Mai 1974. Ils avaient fait la proposition que les délégués de l'H.R. entrent en rapport avec un « collectif marxiste-léniniste » réunissant plusieurs groupes se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung (dont Front Rouge) *.

Désireux de mieux connaître leurs intentions, nos militants responsables avaient demandé

de rencontrer d'abord les seuls représentants de « Prolétaire - Ligne Rouge » apparemment seuls à avoir répondu à la proposition lancée par le camarade Jurquet, à l'exclusion des autres groupes participant au « collectif ».

Voici les quatre points de principe exposés par la délégation des communistes marxistes-léninistes de France.

1^o) En matière d'organisation et de ligne nous nous en tenons et nous en tiendrons toujours aux principes révolutionnaires définis par Lénine pour l'édification du Parti de type nouveau. C'est pourquoi nous ne participons pas au « collectif » qui représente une forme d'organisation non « marxiste-léniniste » parce que fondée sur l'addition de plusieurs organisations et donc de plusieurs lignes.

2^o) Par contre notre organisation est prête à développer tous les efforts nécessaires pour parvenir à l'unité à travers des rencontres bilatérales et non multilatérales dans un souci de clarté et d'efficacité. Sur la pratique de discussions bilatérales, notre organisation s'en tient en effet à la méthode « unité - critique - unité » à partir d'un sincère désir réciproque d'unité.

Sur cette base elle est prête à engager des discussions avec tout groupe se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung, quelles que soient par ailleurs l'importance des divergences au départ.

3^o) Cependant en ce qui concerne « Front rouge » notre organisation refuse pour l'instant tout rapport avec ses dirigeants, car ceux-ci ont donné la preuve qu'ils ne sont pas animés du « désir d'unité » : ce sont eux qui ont tenté un

putsch et pratiqué une scission en 1970 dans les rangs des communistes marxistes-léninistes de France dont ils s'étaient pourtant engagés à respecter les principes d'organisation.

4^o) Tout en étant en désaccord avec le principe d'un « collectif » de plusieurs groupes parce qu'il n'est pas représentatif d'une unité de ligne idéologique et politique, nous nous déclarons cependant prêts à exposer notre ligne devant un tel collectif si ne s'y trouvent pas les scissionnistes de « Front Rouge ».

A la suite de ces quatre précisions de la délégation de l'Humanité Rouge, les représentants du « Prolétaire - Ligne rouge » ont indiqué qu'ils n'étaient pas mandatés pour poursuivre la discussion en passant aux divergences de leur groupe avec les positions des communistes marxistes-léninistes de France. Depuis lors, aucune initiative nouvelle n'a été prise en vue de favori-

ser le processus d'unification selon la conception de Mao Tsé-toung.

Les militants responsables de l'Humanité Rouge restent disponibles pour reprendre avec « Ligne rouge » toute discussion susceptible de faire progresser l'indispensable unité dans la lutte contre le révisionnisme moderne des dirigeants du P.C.F., contre les entreprises hégémoniques des deux superpuissances, du social-impérialisme russe en particulier, et contre la réaction.

Note : Signalons que ce « Collectif » s'est auto-dissous après un peu plus d'un an d'existence et que de l'aveu même des représentants de « Prolétaire - Ligne rouge » il avait été rapidement en butte aux pratiques putschistes, scissionnistes et manipulateurs des représentants de Front rouge. Ceux-ci ayant échoué dans leurs entreprises avaient finalement quitté le « Collectif ».

CORRESPONDANCE U.C.F.M.L. - H.R.

Voici l'échange de lettres qui vient d'avoir lieu entre « Le Marxiste-Léniniste » et « L'Humanité-rouge ».

Camarades,

Dans le cadre de l'échange d'informations et de la lutte idéologique positive entre organisations et publications se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung, nous avons l'intention de vous faire parvenir régulièrement notre journal "Le Marxiste-Léniniste", journal du groupe pour la fondation de l'Union des communistes de France marxistes-léninistes (U.C.F.M.L.).

Nous souhaitons qu'il vous soit possible de faire de même à notre intention.

Salutations communistes.

Le directeur de publication.

Camarades,
Comme suite à votre demande du 6 février dernier, nous avons décidé de vous faire parvenir un service de notre périodique bi-mensuel.

C'est non sans intérêt que nous relevons dans votre lettre votre désir de mener une « lutte idéologique positive entre organisations et publications se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung ».

Nous interprétons votre intention comme un désir de vous en tenir à une pratique conforme à la pensée-maotsetoung dans la question de l'unification de tous les marxistes-léninistes. A cet égard, nous sommes partisans, partant du désir d'unité de recourir concrètement à la méthode « unité-critique-unité ». Nous lisons sous votre plume un grand nombre de critiques à notre égard et nous sommes convaincus que plusieurs d'entre elles, en dépit de leur caractère un peu excessif, peuvent être réglées par la discussion. Pour d'autres il s'agit de problèmes de fond, qui sont aussi justiciables de discussions, même si leur règlement peut paraître pour l'instant plus délicat.

Voilà pourquoi nous vous proposons une rencontre sans aucune condition préalable respective, dans le seul but d'examiner les possibilités effectives d'engager la « lutte idéologique positive », pour reprendre votre expression qui appartient à la pensée-maotsetoung.

Nous tenons à vous faire savoir que nous ne proposons pas à n'importe quelle formation se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung de la rencontrer.

Ce qui nous détermine à votre endroit, c'est essentiellement que nous tenons pour positive votre dénonciation soutenue du révisionnisme moderne, de ses tenants en France, les dirigeants du P.C.F. et du social-impérialisme russe.

Dans l'attente de votre réponse, recevez, camarades, l'expression de nos salutations communistes.

Le directeur politique, J. Jurquet.

UNE LETTRE DU GROUPE BRETON SKLERIJENN

Le comité de rédaction de notre journal a reçu une lettre des camarades du groupe breton "Sklerijenn" se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung, reflétant l'esprit et le désir d'unité qui les animent.

C'est un grand encouragement pour les authentiques marxistes-léninistes en France.

Nous en publions des extraits ci-dessous.

La question bretonne étant partie intégrante de la révolution prolétarienne en France et l'Humanité rouge représentant le M.C.I. en France, notre objectif est de rejoindre l'Humanité rouge.

Dans la perspective de ce ralliement et dans les discussions qui se poursuivront avec la direction nationale de l'Humanité rouge sur la question bretonne et la ligne générale de l'Humanité rouge, et dans notre activité locale de sympathisants de l'Humanité rouge, nous travaillerons à élaborer une ligne politique marxiste-léniniste adaptée à la situation en Bretagne. Le moment du ralliement étant lié au progrès dans l'élaboration et l'application de cette ligne.

Nos origines nous apportant une expérience du mouvement breton, nous poursuivrons en direction des militants et sympathisants de l'« Emsav » un travail de propagande visant à les sortir de l'ornière du réformisme et du nationalisme afin de les gagner au marxisme-léninisme.

En avant vers l'unification des marxistes-léninistes. Salut communiste.

(Suite de la page 8.)

En ce qui concerne le rapport dialectique existant entre l'impérialisme français et les deux superpuissances, nous considérons que le premier ne représentera plus une force durable quand les deux autres auront été battus et vaincus.

A la question de savoir qui constitue le rempart le plus efficace contre la révolution socialiste dans le monde, en Europe et en France, nous répondons sans hésiter : le premier monde, c'est-à-dire les deux superpuissances. C'est là pourquoi nous faisons de leur double hégémonie la cible centrale de nos coups et c'est là pourquoi, tout en n'hésitant jamais à le frapper quand cela correspond de notre part à un soutien internationaliste prolétarien vis-à-vis de peuples frères en lutte contre lui, nous faisons de l'impérialisme français une cible secondaire de nos coups.

Est-ce à dire que nous excluons la possibilité de la révolution prolétarienne en France avant l'effondrement du premier monde ?

Nous n'excluons pas cette possibilité, mais nous ne la retenons pas comme principale ou imminente à l'heure actuelle dans la situation internationale présente. Nous connaissons l'histoire. Nous savons par exemple que les glorieux bolchéviques dirigés par Lénine profitèrent d'une courte période pendant laquelle le maillon de la chaîne capitaliste mondiale s'était particulièrement affaibli en Russie, tandis que les autres impérialismes étaient engagés dans une guerre acharnée entre eux, pour déclencher et faire triompher la révolution prolétarienne en octobre 1917.

Une situation internationale similaire n'existe pas à l'heure actuelle mais rien ne permet de proclamer qu'elle ne se produira jamais, créant pour

le prolétariat et le peuple français les conditions les plus favorables pour abattre la bourgeoisie capitaliste française elle-même.

Au demeurant les communistes marxistes-léninistes, pour principal jugent-ils l'indispensable combat contre les deux superpuissances, n'en abandonnent pas pour autant la poursuite des luttes spécifiques en France dont l'objectif final n'est autre que la révolution prolétarienne. Et si les masses populaires, ripostant aux conditions politiques, économiques et sociales de la crise générale en cours de développement, se dressent pour affronter le pouvoir et l'Etat capitaliste, ils seront présents et devront tout mettre en œuvre pour que la révolution ne soit pas usurpée par les révisionnistes et la bourgeoisie, mais conserve un contenu prolétarien.

Comment mieux résumer notre ligne internationale qu'en reprenant les termes d'une déclaration du P.C.M.L.F. avec laquelle nous sommes pleinement d'accord et qui a été récemment publiée par les organismes d'information de nos camarades chinois :

- Le P.C.M.L.F. appelle le peuple de France à élever sa vigilance face aux dangers représentés par les deux superpuissances pour la paix en Europe et l'indépendance nationale des pays européens, en particulier de la part du social-impérialisme soviétique. Tout en poursuivant la lutte de classe pour les revendications immédiates comme pour la préparation de la révolution prolétarienne, il est indispensable de renforcer l'unité des peuples européens sur tous les plans. C'est l'unité des peuples, sous la direction de leurs partis révolutionnaires prolétariens dont l'unité est soudée par leur fidélité aux principes du marxisme-léninisme, qui est décisive. -

(Décembre 1974)

La bataille DE L'H.R. QUOTIDIEN : IL NOUS FAUT 20 MILLIONS POUR LE 1^{er} MARS

Camarades, lecteurs, amis et sympathisants.

Vu le développement actuel de notre presse, et vue l'importance qu'il y a à ce que l'administration règle rapidement et correctement tous les abonnements et commandes de matériel qui nous parviennent, nous vous demandons instamment de bien nous préciser à chaque versement,

à quoi doit servir l'argent que vous nous adressez ; ceci pour permettre à l'administration de mieux faire son travail.

En expédiant vos chèques et mandats, n'hésitez pas à répéter brièvement la destination exacte du versement ; même si une lettre a été envoyée précédemment, même si une lettre doit suivre le versement. Cela nous évite de

longues recherches préjudiciables à la rapidité et à la bonne exécution de nos tâches. Un petit effort de tous en ce sens améliorera encore à bonne marche de l'administration.

En avant, pour gagner dans tous les domaines, la bataille de l'Humanité Rouge quotidienne !

L'Administration d'H.R.

ABONNEZ-VOUS!

(ECRIRE EN MAJUSCULES S.V.P.)

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

Tri-hebdo (6 mois)

Pli ouvert 75 F

Pli fermé 172 F

Bi-mensuel (6 mois)

Pli ouvert 30 F

Pli fermé 59 F

Tri-hebdo + Bi-mensuel (6 mois)

Pli ouvert 100 F

Pli fermé 230 F

Adresse : B.P. 365, 75064 Paris, Cédex 02
CCP : 3022672 La Source

SOUSCRIPTION PERMANENTE

| | | | | | |
|---|----------|---|---------|----------------------------------|-----------|
| Total précédent | 94641,54 | Un appelé | 5,00 | Des paysans du Sud-Ouest | |
| C.M.S. Paris | 40,00 | En supplément à Bres | 2,00 | pour H.R. Qt | 191,00 |
| C.D.H.R. Province | 50,00 | Les communistes m.-l de l'Est | 100,00 | Pour le Qt L. | 20,00 |
| Pour la parution du Qt | 31,00 | Un portier | 2,10 | G. pour Quotidien | 370,00 |
| Un dentiste pour le Qt | 300,00 | Un camarade d'un C.E.T. | 0,40 | Soutien à H.R. | 100,00 |
| C.D.H.R. Yveton | 773,00 | Un camarade algérien | 10,00 | 1 ^{er} Souscr. Bâtiment | 210,00 |
| Sur un marché | 1,05 | Un travailleur espagnol | 1,80 | C.D.H.R. Oulianov T. | 310,00 |
| C.D.H.R. Cathelas | 102,50 | C.D.H.R. Martora | 260,00 | Soutien | 1,90 |
| C.D.H.R. Debarge | 460,00 | Souscription, V. | 800,00 | C.D.H.R. Clara Zetkin | 53,00 |
| Un sympathisant | 50,00 | Un camarade | 1040,00 | Des militants étudiants | 430,00 |
| Un cadre sympathisant pour le Qt de la clas. Ouv. | 900,00 | A. Soutien | 18,10 | C.D.H.R. Gramsci | 102,00 |
| C.D.H.R. Frankel | 170,00 | Pour un Qt com. O.C. | 10,00 | G. 5 Décembre | 100,00 |
| C.D.H.R. Yveton Ouest | 162,00 | J.L.B. pour l'H.R. | 27,00 | Lors d'une vente, 1 trav. | 0,50 |
| C.D.H.R. Yveton | 1028,45 | Supplément Brochures | | Lors d'une vente, 1 trav. Im. | 1,00 |
| C.D.H.R. Pen Est | 100,00 | Pour le Qt M.J. | 46,75 | Souscription Bâtiment | 100,00 |
| Pour un Tri-Hebdo sur 8 pages Anne | 15,00 | Soutien au Qt L.P. | 50,00 | C.D.H.R. L. Michel T. | 100,00 |
| C.D.H.R. Marty | 315,00 | C.D.H.R. M. Audin | 65,00 | Un retraité | 3,00 |
| Sur un marché | 6,00 | Pour le Qt des postiers com. | 15,00 | Camarades du Bâtiment | 12,50 |
| C.D.H.R. Haplot | 13,00 | Sur un marché | 15,70 | Pour le Qt | 42,30 |
| C.D.H.R. Dallidet | 400,00 | C.D.H.R. Audin | 65,00 | R. Cheminot | 100,00 |
| Pour H.R. Qt M.R. | 50,00 | C.D.H.R. N.V.T. | 400,00 | R. Travailleuse | |
| N. Béthune | 570,00 | C.D.H.R. F. Yveton | 450,00 | Secteur Santé | 100,00 |
| C.D.H.R. Fabien | 100,00 | C.D.H.R. Fabien 2 | 400,00 | C.D.H.R. P.V.C. B. | 120,00 |
| C.D.H.R. Yveton | 330,00 | C.D.H.R. Timbaud | 100,00 | C.D.H.R. Gunther Routhier | 432,25 |
| Un sympathisant | 3,00 | C.D.H.R. Balagne | 240,00 | P.V.C. pour le Qt | 58,50 |
| Contre le révisionnisme | 23,20 | Ma paye de décembre 74 comme surveillant de cantina. Un élève instituteur | 275,00 | Des travailleurs du Sud-Ouest | 300,00 |
| Un employé P.T.T. | 9,00 | Pour l'H.R. Qt un employé | 100,00 | Total depuis le dernier n° | 13443,50 |
| Un employé P.T.T. | 11,00 | Pour le Qt P.C. | 2,50 | Total Général | 108085,04 |

ŒUVRES DE J. STALINE

PREMIERE MONDIALE EN LANGUE FRANÇAISE
16 volumes (plus 1 volume des derniers écrits et 1 volume d'Index), selon l'édition préparée par l'Institut Marx-Engels-Lénine auprès du Comité central du Parti communiste (b) de l'Union Soviétique.

EN TOUT 18 VOLUMES

Le premier volume paraîtra en mai 1975. Le rythme de parution prévu est au minimum de 3 et au maximum de 6 volumes par an.

Le format des volumes sera de 20,5 x 15 cm ; ils auront de 250 à 400 pages. Les souscripteurs bénéficieront d'une édition cartonnée sous jaquette.

CONDITIONS SPECIALES DE PRE-SOUSCRIPTION
ŒUVRES en 18 volumes

| | |
|---|--------------|
| A comptant | 400 F |
| B en un an | 12 x 40 F |
| C en deux ans : 1 ^{er} versement | 40 F |
| | et 23 x 22 F |

S'adresser à E-100, 70, rue de Belleville, 75020 Paris.

(Suite de la page 12)

du combinat, et sur le plan financier, la concentration des décisions aux mains du directeur et de quelques « responsables ». Désormais, le directeur a les pleins pouvoirs en matière d'embauche et de licenciement !

Troisième mesure : l'établissement d'une discipline du travail plus stricte.

Cela se traduit par la révision des normes de travail permettant de coter les postes (1) et obligeant les ouvriers à respecter davantage les normes et la discipline.

En quatrième lieu vient l'intensification du travail que montre clairement ce tableau :

| Unité d'équipement | Nombre de tâches dont chacun s'occupait avant la réforme (en 1966) | Nombre de tâches dont chacun devrait s'occuper selon les normes en fin de réforme (en 1975) |
|---|--|---|
| Machiniste en chef des compresseurs et pompes | 22 | 40 |
| Opérateur du granulateur | 4 | 8 |
| Machiniste | 5 | 8 |

A cela s'ajoute l'obligation de cumuler les postes : à l'acide sulfurique, plus de 700 travailleurs ont 2 ou 3 postes ; dans l'unité d'ammoniac, la majorité en ont 3 à 5 ; à l'atelier de carbamide n° 1, 9 travailleurs font le travail que faisaient 19 en 1966 !

Pour la nouvelle bourgeoisie russe, le bilan global de la réforme est extrêmement positif (5), comme le montre ce tableau des indices économiques de l'entreprise depuis le démarrage de l'expérience en 1966 et pour les années 1967, 1968, 1969 :

| Indice | 1966 | du 01-06-67 au 31-12-67 | 1968 | 1969 |
|---------------------------|------|-------------------------|-------|-------|
| Production globale | 100 | 152,1 | 173,4 | 190 |
| Effectifs à la production | 100 | 99,7 | 92,8 | |
| Salaires moyen | 100 | 108,8 | 124,2 | 130,7 |
| Rentabilité | 100 | 185,0 | 312,0 | |

Voilà ce que nos révisionnistes français appellent « la construction en grand du communisme » ! (6) Chez leurs maîtres de Moscou, une telle démagogie n'a plus cours. Aujourd'hui, c'est en exerçant une dictature fasciste de type hitlérien sur la classe ouvrière et les plus larges masses, que les Brejnev, Kossyguine et consorts s'efforcent de renforcer le capitalisme monopoliste d'Etat !

La grande Union soviétique de Lénine et de Staline est morte. C'est aujourd'hui la bourgeoisie qui détient le pouvoir en U.R.S.S., une nouvelle bourgeoisie monopoliste et bureaucratique qui a achevé la restauration du capitalisme et dirige un Etat impérialiste.

(à suivre)

(1) Voir « H.R. » 252 p. 12.

(2) Jeanne Delamotte, « Shchekino, entreprise soviétique pilote », Editions ouvrières, Paris, 1973.

(3) « Ekonomicheskaja Gazeta », organe du C.C. du P.C. U.S., n° 10, mars 1970.

(4) Reproduit dans le numéro de mars 1971 de la revue « Le Courrier des pays de l'Est ».

(5) En fait, imaginée pour résoudre les problèmes dans lesquels les révisionnistes étaient déjà empêtrés, cette réforme les enfonce chaque jour un peu plus dans le bourbier du capitalisme pourrissant...

(6) « France nouvelle », déc. 1974.

Après le congrès du P.S.

APPROFONDISSEMENT DE LA CONTRADICTION

P. "C." - P.S.

La caractéristique principale du congrès du P.S. aura été l'aggravation des contradictions avec le P.«C.»F. Deux positions étaient présentées à ce congrès.

La première, celle du C.E.R.E.S., était en faveur de concessions à l'égard du parti révisionniste. En particulier elle était favorable à des « actions communes » au sommet, comme le demandent les dirigeants révisionnistes, sans que ceux-ci aient mis un terme à leurs attaques contre le P.S.

La deuxième, celle de Mitterrand, était contre toute rencontre au sommet, toute action commune, tant que le P.«C.»F. n'aurait pas cessé ses attaques.

Ces deux positions, concernant les rapports à avoir avec le P.«C.»F., ont constitué la contradiction principale au sein du P.S.

Or, non seulement le C.E.R.E.S. a été mis en minorité, mais de plus il a été écarté de la direction du P.S. à laquelle il appartenait depuis 1971. Cette décision témoigne du fait qu'à l'heure actuelle le P.S. refuse toute concession aux exigences des révisionnistes et d'un approfondissement de la contradiction avec les révisionnistes.

Ceux-ci ne s'y sont d'ailleurs pas trompés et dans l'Humanité du 3 février, Andrieux protestait contre l'éviction du C.E.R.E.S.

Loin de s'estomper, ces contradictions vont inévitablement s'amplifier dans la période à venir. Dans la situation actuelle, les positions du P.S. et du P.«C.»F. sont inconciliables.

La deuxième caractéristique de ce congrès aura été que les raisons réelles de ces contradictions ont été complètement escamotées. C'est là d'ailleurs un trait marquant des rapports P.«C.»-P.S.

Quelles sont ces raisons réelles ? Uniquement l'attitude à adopter à l'égard du social-impérialisme. Le P.S. est en faveur d'une politique européenne et de défense qui n'est pas conforme aux intérêts du social-impérialisme et s'y oppose.

Or, de cela il n'est pratiquement jamais question. Chacun a ses raisons pour que cela n'apparaisse pas publiquement. Le P.S., parce qu'il sait que cela provoquerait la ruptu-

re avec le P.«C.»F., dont il a besoin pour conserver son masque «social». Les révisionnistes, parce que cela mettrait à jour leur rôle d'agents du social-impérialisme.

Alors que la rivalité entre les deux superpuissances pour le contrôle de l'Europe gagne en intensité, que le danger de guerre se fait plus pressant, les contradictions entre le P.S. et le P.«C.» ne peuvent manquer de prendre de l'ampleur. Les révisionnistes vont multiplier les pressions pour favoriser l'action du social-impérialisme, et les sociaux-démocrates vont être amenés à entrer en conflit plus ouvert avec eux. A ce titre, la situation au Portugal est révélatrice. Une situation qui n'a pas été évoquée non plus de façon ouverte au congrès du P.S., alors qu'elle est au cœur de la rivalité P.«C.»-P.S.

D'ailleurs, dans l'organe du P.S., L'Unité, Mitterrand déclarait, il y a peu de temps : « J'ai prévu une conférence internationale des partis socialistes, particulièrement des partis socialistes méditerranéens, avec tout spécialement le Parti socialiste portugais, Mario Soares est un de mes amis personnels. S'il a besoin du Parti socialiste français, nous sommes prêts à répondre au moindre appel. »

Dans le même temps, à propos du Portugal, les révisionnistes dans L'Humanité dénoncent les « manœuvres et intrigues auxquelles se prêtent certains leaders du P.S. avec le concours et le soutien financier de l'Internationale social-démocrate ». L'ampleur de la rivalité P.«C.»-P.S. dépasse largement le cadre de la France, elle est à l'échelle de l'Europe.

Au fond des contradictions

Dans cette situation, la publication récente du livre de Charles Hernu « Soldat-citoyen » ne va pas manquer d'aiguïser ces contradictions. Le dirigeant du P.S. y aborde un sujet qui est au centre de la contradiction avec le P.«C.»F. : la défense nationale. Hernu y développe une conception qui est en opposition avec celle des révisionnistes, en particulier en ce qui concerne

Cambodge :

L'OFFENSIVE DES COMBATS CONTINUE

Décidemment, rien ne va plus pour la clique Lon Nol terrée dans Phnom Penh ! Ses maîtres américains ont beau faire flèche de tout bois, chaque jour qui passe accélère son effondrement. Les bombardements de l'aviation saïgonnaise sur les zones libérées, le doublement du pont aérien américain destiné à ravitailler Phnom Penh, ne peuvent ralentir l'offensive des forces patriotiques, le pourrissement de la situation dans la capitale. A Phnom Penh, la pénurie de céréales, de combustible, d'armes et de munitions se fait àprement sentir. Le riz est introuvable. L'essence vient à nouveau d'augmenter de 70 %.

Pendant ce temps, l'offensive des patriotes cambodgiens se développe impétueusement.

Pratiquement tous les convois circulant sur le Mékong, voie fluviale d'importance stratégique pour le Cambodge, sont interceptés ou détruits. Depuis le nouvel an, l'offensive développée sur les deux rives a conduit à l'élimination de 20 bataillons et au contrôle d'un tronçon de plus de 70 km de fleuve. 106 bateaux ont été coulés ou endommagés au cours de ces combats.

La situation des voies aériennes n'est pas meilleure pour les traîtres. Les F.A.P.L.N.K pilonnent avec violence l'aéroport de Pochentong,



Les FAPLANK à l'attaque contre l'armée fantoche.

Les traîtres continuent de racoler leurs troupes dans les écoles, les prisons, les pagodes. Sans grand succès : le moral des troupes fantoches est au plus bas. Les désertions, le refus de combattre au front, l'exode vers les zones libérées s'intensifient. Les mouvements de protestation antiguerre, les mutineries sont désormais monnaie courante dans les rangs de l'armée fantoche. Les civils n'ont plus droit aux soins dans les hôpitaux et la police a dû lancer une vaste campagne dans les lycées pour opérer des prises de sang forcées sur les élèves, se heurtant à une opposition énergique de leur part.

La mobilisation de la population grandit. Presque chaque jour les masses populaires de la capitale lancent des raids contre les dépôts et camions de grains, se soulève contre le racolage.

détruisant 80 à 90 % des installations militaires et piste d'atterrissage, rendant inutilisable 24 appareils. Déjà, les compagnies d'aviation étrangères ont supprimé leurs vols au-dessus de Phnom Penh.

Sous la poussée des forces patriotiques, les postes de défense de la capitale tombent un à un. En dépit de la couverture aérienne, les troupes fantoches ne cessent de céder du terrain et battent en retraite sur tous les fronts.

Tout en réclamant à cor et à cri le renforcement des crédits accordés à Lon Nol, les impérialistes américains sont déjà contraints de donner l'ordre d'évacuation des familles de leurs diplomates qui se poursuivent à un rythme précipité.

La victoire du peuple cambodgien sur les agresseurs yankees et les traîtres à la nation est proche et certaine.

l'armement nucléaire. Il rappelle que depuis longtemps il s'est prononcé en faveur de la conservation de l'armement nucléaire. Alors que les dirigeants du P.«C.»F., eux, sont partisans de la destruction de l'armement nucléaire. Il dénonce ce qu'il appelle le « neutralisme » dans les termes suivants : « La seule logique du refus de la force de dissuasion, c'est de refuser aussi une armée conventionnelle que, par ailleurs, l'on souhaite moderne. Le vrai débat ne se situe pas entre les partisans de la destruction de la force de dissuasion et les partisans de la maintenance minimum, mais entre, d'une part, les tenants d'une politique neutraliste, et ceux qui souhaitent pour notre pays — et l'Europe ensuite — une politique de présence et d'indépendance. Là est le vrai et le seul débat... Une politique de neutralité conduirait rapidement les dirigeants de la France à accepter d'être " protégés " par un bloc ou par l'autre. »

Ce qui en clair veut dire que la politique du P.«C.»F. vise à placer la France sous la dépendance du social-impérialisme.

Hernu expose le développement des contradictions au sein du P.S.

à propos de l'armement nucléaire. Alors qu'en 1971 les positions d'Hernu étaient minoritaires, les conceptions dominantes étant en faveur de la suppression de l'armement nucléaire, depuis, le rapport de forces s'est inversé et la position d'Hernu est dominante. Voilà qui explique pour une bonne part le développement des contradictions avec le P.«C.»F.

Hernu cite différents textes internes du P.S. qui témoignent de cette évolution.

Ainsi un rapport du responsable de la commission de défense nationale du P.S., André Riel, fait devant cette commission.

Voici ce qu'on peut y lire : « Quant au Programme commun, on peut regretter que certaines choses aient été écrites, donnant ainsi l'impression qu'il y avait accord là où il y avait simplement compromis et désir de ne pas aborder, dans l'immédiat, certaines questions épineuses » et « Quant au Programme commun, il élude les problèmes essentiels. »

C'est là sans conteste la raison pour laquelle ce « Programme commun » est aujourd'hui défunt.

L'HUMANITÉ rouge

Proletaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2F 71044 PARIS CEDEX 02 JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MAXIMUM-LÉNINISME ET DE LA PENSE MAÏSTROUOV

Le programme commun est mort !

Une semaine dernière, dans l'Humanité, un article de Charles Hernu, intitulé « Soldat-citoyen », a été publié. Ce texte, qui est une véritable déclaration de guerre, vise à dénoncer les contradictions au sein du P.S. et à réaffirmer la nécessité d'une politique de défense nationale indépendante.



Voici plus de dix mois P.H.R. avait déjà annoncé la mort du Programme commun.

SUPERPUISSANCES... SUPERPUISSANCES... SUPERPUISSANCES...

U.R.S.S. : Le chômage organisé.

Première partie : Shchekino, une entreprise à l'avant-garde

Aujourd'hui, alors que la crise de l'impérialisme gagne en vitesse et en profondeur, les révisionnistes du P.C. et de la C.G.T. redoublent d'ardeur dans leur campagne qui vise à redorer le masque « socialiste » de la Russie des nouveaux tsars (1). Ce faisant, ils essaient de tromper et de désarmer notre peuple devant les menaces de plus en plus pressantes d'agression militaire social-impérialiste. En décembre 1973, Michel Jouet

donnait le ton, écrivant dans les « Cahiers du révisionnisme » : « En U.R.S.S., on ignore le chômage, la crainte des vieux jours dans la misère... En un mot, l'U.R.S.S. assure à tous et à chacun les bases matérielles et morales de la liberté. » Mais ce n'est là qu'un tissu de mensonges, de contre-vérités démenties par la presse de Brejnev elle-même. Voyons plutôt ce qu'il en est.

Pour élever la rentabilité...

C'est le comité central du P.C. d'Union soviétique du 27 septembre 1965 qui lança la célèbre réforme économique. Dans le rapport présenté par Kossyguine, la clique révisionniste soviétique reconnaissait « les rythmes d'accroissement du rendement du travail... se sont ralentis ». Insatisfait par « les résultats obtenus dans l'industrie légère, alimentaire, chimique, dans l'industrie du bois et du papier, de même que dans l'industrie des matériaux de construction », elle déploie encore « le retard des rythmes de développement dans l'agriculture et le groupe des industries de consommation », etc. De ce sombre tableau,

ressortait la nécessité d'une « organisation scientifique du travail » (O.S.T.) et d'un emploi « rationnel » de la main-d'œuvre.

La première application de cette réforme, ce sont les 7 500 travailleurs du combinat chimique de Shchekino qui en ont fait les frais. Restructuration, réorganisation, mise en pratique de « l'O.S.T. » et détermination de normes de travail plus strictes n'avaient qu'un but : accroître la productivité du travail pour « élever la rentabilité, c'est-à-dire pour extorquer toujours plus de profits aux travailleurs.

...Restructurer les entreprises...

Comme dans tout monopole capitaliste, pour « rationaliser » cette entreprise soviétique, on a commencé par créer 12 commissions d'experts et de spécialistes, dont les activités (étude de la réorganisation d'un secteur, d'une fonction, étude du problème de l'intéressement matériel des travailleurs, etc.) étaient coordonnées au sommet par une commission centrale. Comparant toutes les données du combinat avec celles d'entreprises analogues d'U.R.S.S. ou de pays capitalistes occidentaux, ces commissions ont déterminé que « la méthode la plus efficace pour faire croître la productivité du travail résidait dans le dégageant de l'effectif en excédent et dans l'établissement de normes de travail. » (2) A cette fin, elles se sont livrées au chronométrage des opérations, aux photographies de la journée de travail, à l'analyse de tous les facteurs pouvant avoir une incidence sur la production.

Et les « organisations de la classe ouvrière » dans cette affaire ? Au syn-

dicat, et surtout au P.C., comprenant un travailleur sur six, fut confié un rôle déterminant, véritablement « d'avant-garde ». Celui d'abord d'impulser la réforme dans le combinat ; celui ensuite de faire avaler la couleuvre aux ouvriers, en les « informant », car, selon la nouvelle bourgeoisie soviétique, « un travailleur mal informé ne se sent pas concerné par les objectifs de l'entreprise ». Ici, « un grand effort a été fait pour convaincre les ouvriers de la nécessité des changements à intervenir », pour les « faire participer ». Mais, les dirigeants révisionnistes, malgré tout leur zèle, n'ont pu empêcher la résistance passive des ouvriers qui ralentirent souvent les cadences.

En 1967, le plan de réforme était sur pied. Il déterminait deux étapes, l'une de fin 1967 à fin 1970, et l'autre de 1971 à 1975. Pour la première étape, une commission avait établi un calendrier de licenciements, et calculé les prévisions suivantes (3) :

| | 1966 | 1968 | 1969 | 1970 |
|-------------------------|------|-------|-------|-------|
| Productivité du travail | 100 | 186,6 | 205,6 | 214,0 |
| Volume de production | 100 | 173,3 | 182,6 | 187,0 |
| Salaires moyens | 100 | 124,5 | 130,1 | 132,3 |

Quant à l'effectif, il devait diminuer de 1 000 personnes (13,5 %) dont 400 en 1967, 400 en 1968 et 200 en 1969. Ces mille licenciements devaient amener une économie annuelle du fonds de salaires dépassant un million de roubles. Mais surtout, « l'accrois-

sement de la productivité ne devait pas être recherché par la seule réduction des effectifs, il devait résulter aussi des efforts accrus de ceux qui resteraient : à leur intention un nouveau système de stimulants serait mis sur pied ». (2)

...Et intensifier l'exploitation des travailleurs

Commencés fin 1967, les licenciements touchaient 800 travailleurs le 01-01-69, et 1 175 le 31-12-70. Quels étaient les plus touchés par ces licenciements ? Le 01-01-69, sur les 800 licenciés, on comptait 191 employés et membres du personnel d'encadrement et 609 ouvriers (75 %). En maintenant cette proportion (un quart-trois-quarts) tout au long de l'expérience, la nouvelle bourgeoisie révisionniste a fait la preuve qu'en U.R.S.S. comme en France, la bourgeoisie tente toujours de faire payer les pots cassés de la crise de son système économique pourrissant à la classe ouvrière en priorité... Et sur

quels critères furent-ils choisis pour être licenciés ? A en croire la presse soviétique, ce furent les éléments les moins... « disciplinés », autant dire les plus combattifs ! (4) Quant aux salaires économisés, 50 % sont allés aux chefs d'ateliers, qui purent ainsi augmenter les salaires des ouvriers qui, selon eux, le méritaient ; le reste est allé au directeur qui a ainsi pu « encourager » certains cadres et chefs, et remplir son propre porte-monnaie.

La deuxième mesure prise a été le renforcement du pouvoir des dirigeants, que traduit la mise en place d'une direction unique pour l'ensemble (Suite page 10.)

U.S.A. : les luttes syndicales et le droit des travailleurs

D'un retour prolongé aux Etats-Unis, notre camarade Michel Bataille nous rapporte son témoignage sur la société américaine et les grandes luttes de classe qui secouent

l'une des deux superpuissances mondiales.

La publication de son témoignage, commencée dans le numéro précédent se poursuivra pendant les semaines à venir.

BREF HISTORIQUE

Avant même de passer à la relation des grandes luttes de classe de l'année passée, il me semble important, pour aider à la meilleure compréhension de ce problème, de revenir sur quelques-unes des caractéristiques du mouvement ouvrier américain.

La grande différence historico-sociologique entre les U.S.A. et l'Europe, du point de vue du travail et de la croissance de l'emploi, vient de ce que la population américaine est une population essentiellement immigrée, et que le peuplement du « Nouveau Monde » s'est effectué dans le temps record de deux siècles !

Chaque nouvelle vague de migrants (Irlandais, Polonais, Italiens, Russes, etc., sans mentionner l'immigration chinoise ou, plus près de nous, Mexicaine ou puertoricaïne) a fourni pour le capitalisme naissant, des possibilités renouvelées de travail à bon marché, et surtout une intense mobilité de la force de travail ouvrière.

Comme tout économiste marxiste le sait, la mobilité de la main-d'œuvre est un facteur particulièrement positif pour le capital monopoléur.

En effet, l'ouvrier « mobile » n'a pas droit, dans la société capitaliste, à un certain nombre d'avantages que seule l'ancienneté dans l'entreprise lui confère. Le migrant, « nouvellement américain », non syndiqué, parlant peu ou pas la langue, obligé

travailleur : école, entretien, etc. C'est le pays d'origine qui pourvoit à cela.)

— absence de législation du travail, permettant au patronat de :

a) licencier sans préavis l'ouvrier : la direction de General Motors a un contrat ainsi libellé : « La direction de chaque établissement donnera autant que possible un préavis de licenciement de 24 heures aux ouvriers concernés. »

b) de lui retirer automatiquement, si licencié, ses droits à l'ancienneté sur sa retraite ou ses congés payés : un ouvrier licencié, ayant travaillé 15 ans pour les usines Ford perdra tous ses droits à la retraite, accumulés pendant ces années...

c) de lui imposer une législation sur les congés payés particulièrement désavantageuse :

Les congés payés fonctionnent suivant l'ancienneté dans l'entreprise.

Les derniers arrivés n'ont droit à aucun congé.

Les ouvriers travaillant depuis 3 ans ont droit à une semaine.

5 ans : 2 semaines.
20 à 25 ans : 1 mois.

En 1968, seuls 20 % des salariés bénéficiaient de plus de 3 semaines de congés par an.

d) de se moquer de la santé du travailleur : absence de Sécurité sociale généralisée avant l'âge de 65 ans.

La couverture des frais médicaux est parfois effectuée par l'entreprise



Ouvriers licenciés en novembre chez Chrysler à Détroit.

de trouver d'urgence un travail, sera obligé d'accepter intégralement les conditions de travail imposées par le patronat.

PEU DE LEGISLATION DU TRAVAIL

De plus, l'absence presque totale de législation du travail permet au patronat une presque totale liberté vis-à-vis de sa main-d'œuvre.

Ceci dit, on peut donc expliquer historiquement la rapide ascension du capitalisme américain à la conquête des marchés mondiaux à la suite de deux guerres mondiales, les facteurs suivants sont loin d'être négligeables :

— existence d'une large masse d'esclaves noirs, principalement dans le domaine agricole ;

— « importation » d'une main-d'œuvre migrante en âge de travailler et prête à vendre immédiatement sa force de travail. (Dans ce cas, en effet, la société n'investit pas pour toutes les années d'enfance du

elle-même, qui négocie des contrats particuliers sur ce point avec les syndicats.

Dans ce cas, l'ouvrier licencié ou chômeur perd automatiquement toute couverture médicale.

S'il est réembauché, il peut l'être par une entreprise dont l'assurance maladie est beaucoup moins avantageuse que celle de l'entreprise précédente.

Le plus souvent, cependant, l'ouvrier n'est pas du tout « couvert », et l'hospitalisation (600 F minimum par jour) est la véritable hantise dans le foyer américain.

Cette succincte description des grands traits de la législation, ou plutôt de l'absence de législation du travail aux U.S.A. va nous permettre de comprendre mieux l'importance essentielle de la syndicalisation de la classe ouvrière américaine et des luttes pour l'acquisition de ce droit.

Nous développerons dans le prochain article une brève analyse des syndicats et des luttes de classe...

(à suivre)